

SQUATTER OU SAUVER? Il faut choisir.

Comment le libéralisme
infiltré les squats anarchistes.



SOMMAIRE

JUSTE UNE MISE AU POINT.....	2
IL ÉTAIT UNE FOIS.....	4
CALL-OUT ET RÉPRESSION.....	43
L'IMPOSSIBLE ALLIANCE ENTRE MODÉRÉ.E.S ET RADICALES.....	49
LEXIQUE.....	52
RESSOURCES.....	57

« *No pride for some of us whithout liberation for all of us* »

« Pas de fierté pour quelques un-es sans l'émancipation de toutes »

Marsha P. Johnson

JUSTE UNE MISE AU POINT

À l'origine, nous voulions écrire une brochure pour nous définir politiquement (en tant que squat queerféministe et antiraciste) et raconter l'histoire de notre lutte afin qu'elle contribue, comme d'autres brochures l'ont fait pour nous, à la (trans)formation de futurs collectifs. Entretemps, un conflit larvé a fini par faire éclater le collectif en deux groupes. Nous, le groupe restant, avons alors choisi de profiter du répit pour retrouver le but initial du squat où ses membres y partagent le temps et les moyens pour créer, se reposer, bricoler, jouer, organiser des actions, lire, réfléchir...

Pendant ce temps, le groupe dissident a préparé et mené une démarche de *call-out* (dénonciations arbitraires, individuelles et collectives) auprès du milieu militant local. Cette démarche de vengeance a généré des pressions interpersonnelles (chantage, exclusions d'autres groupes) et collectives (désolidarisation), bien au-delà des personnes concernées, allant jusqu'à la prise de position de personnes n'étant jamais venues dans le squat, pour exiger des justifications, des réponses ou des excuses. Contre ces attaques, nous avons enfin pris le temps (long) d'écrire cette brochure pour raconter collectivement les débuts de notre histoire jusqu'à la scission puis aux call out.

Nous avons été sommé-es de nous justifier sur nos pratiques et nos décisions collectives. Nous refusons de rentrer dans des explications qui racontent l'intimité des individus et nos stratégies politiques. Laver son linge en public est la marque d'un privilège, celui de ne pas avoir à craindre la répression de l'État et des institutions.

Aussi, nous refusons de rentrer dans des stratégies de clash interpersonnelle. En tant que féministes et queers, nous considérons que tous nos rapports sociaux sont politiques, collectifs et structurels avant d'être individuels. Par principe d'autonomie et de solidarité, nous refusons de devoir nous justifier individuellement pour des dynamiques collectives et dans la duplicité des discussions interpersonnelles.

Notre démarche n'a pas vocation à être manichéenne, pour dire que nous serions dans le "Bien" et les autres dans le "Mal". Nous cherchons à comprendre les positionnements politiques, les intérêts et motivation des groupes et des individus, y compris les nôtres, y compris ceux qui peuvent encore subsister entre nous. Mais nous assumons nos choix, qu'ils aient mené à des erreurs ou à des réussites.

IL ÉTAIT UNE FOIS.*

... À Bourgetown, une ville isolée aux murs blancs dans une contrée froide et politiquement plutôt à droite de Far Far Away. Joyeux et optimiste, un groupe d'individus se réunit pendant plusieurs mois avec le projet dément et éminemment politique d'ouvrir un squat. Mais pas n'importe lequel ! Celui-ci sera en mixité choisie sans mec cis, queer, féministe et antiraciste ! Un lieu pour habiter, lutter, pratiquer une entraide radicale entre femmes, gouines, trans* galérien-nes. Un endroit pour se former et se transformer qui allait donner naissance au squat La Bonne Poire. Un projet galvanisant sur le papier. Cependant, tout au long de sa préfiguration, de sa création et jusqu'à sa concrétisation, La Bonne Poire a été le théâtre de conflits et de fêlures personnelles et politiques. Ce qui suit raconte son histoire, celle qui a précédé le clash et la scission du collectif. Au début de notre histoire nous pensions partager les mêmes idées et les mêmes pratiques politiques, avant de nous apercevoir que nos positions étaient incompatibles. Si le libéralisme a intoxiqué les individus et sucé le sang du collectif, la Bonne Poire n'a pas été réduite en compte, mais il s'en est fallu de peu.

Pour comprendre ce qui est parti en sucette, nous avons besoin de mettre sur papier notre histoire. Comment n'avons-nous pas pu voir les problèmes dès le début ? Comment les a-t-on niés ? Comment avons-nous tenté de les résoudre ? Avons-nous appris de nos erreurs ? Qu'est-ce que toi, lecteurice, tu peux tirer de nos leçons ? Nous racontons ce qui nous a valu de nombreuses nuits d'insomnie, de disputes, de larmes et de nerfs tendus. Toute ressemblance avec des situations ou des personnes existantes ou ayant existé est volontaire.

BIENVENUE A BOURGETOWN

Toute tentative d'explication d'une situation ne peut pas faire l'économie de la prise en compte du contexte. Le premier élément que nous aurions dû prendre en compte en imaginant ce lieu était **contextuel**. À Bourgetown, le dernier squat anarchiste avait été expulsé il y a plusieurs années. Les autres squats, qu'ils soient d'habitation ou d'activités, avaient été régularisés par des baux ou conventions d'occupation précaires. Et globalement, la gentrification progresse quasiment sans entraves...

Plusieurs femmes, déçues par leurs expériences en tant que militantes au sein de squats d'hébergement sans mode d'organisation horizontale, se retrouvent dans la réunion de préfiguration d'un nouveau lieu queer féministe antiraciste. Peu de personnes avait l'expérience pratique d'un squat autogéré (c'est-à-dire un lieu de vie et un lieu d'organisation politique). Pour la majorité des militantes de gauche, un squat c'était un bâtiment qui comblerait les manques de l'État à moindre frais en abritant un maximum de personnes, sur le modèle des

centres d'hébergement sociaux.

Quelques festivals et manifestations avaient permis de faire de chouettes rencontres et d'avoir quelques expériences d'organisation entre féministes. L'automne 2038 était encore lumineux à Bourgetown. De nombreuses femmes et queers en galère étaient à la rue, ou avec des solutions d'hébergement précaires et temporaires, dans des squats craignos ou chez des gens. Des militant-es féministes issu-es du milieu associatif déployaient beaucoup d'énergie pour aider des femmes en galère, avec des moyens limités. Des gouines venues de l'anarcha-féminisme et/ou des luttes autogestionnaires commencèrent à formuler le besoin d'ouvrir un squat. Un lieu en mixité sans mecs cis relous et de culture anarchiste n'était pas du luxe à Bourgetown... Les gouines en parlèrent autour d'elles. De bouches à oreilles, l'idée se propagea avec enthousiasme dans les cercles féministes et queers.

Une première réunion s'organisa, rassemblant des personnes de classe populaire comme bourgeoise, à majorité cis, avec des femmes hétéros ou bies, des trans, des gouines, racisées et blanches, venues de cultures politiques très différentes.

Ce jour-là, on évoque deux besoins fondamentaux pour les luttes féministes et queers :

1/ l'urgence matérielle pour des femmes et personnes queers galérien-nes d'avoir un toit sur la tête,

2/ la nécessité d'avoir un lieu d'organisation, de réflexion et de formation politique.

Un lieu d'habitation et un lieu politique par et pour les personnes concernées, où l'hébergement serait prioritairement réservé aux femmes et aux personnes queers, notamment migrant-es et sans papiers.

TROUVER UN LIEU et BOUGER SON CUL

Dans la culture anarcha-féministe, la formation est importante. Quand on n'est pas un mec cis, la société patriarcale nous inculque que nous sommes moins capables, moins fort-es, moins compétent-es. Les bonnes intentions ne suffisent pas à déconstruire ce que le régime oppressif a mis dans nos têtes. Cela demande un travail conscient.

Ensemble, nous voulions dépasser nos craintes, nos peurs, nos limitations en se formant collectivement. Dès le début, on évoque l'importance du processus de transmission de savoirs : les personnes expérimentées dans certains domaines transmettent ce qu'elles ont appris aux autres, en restant dans un processus horizontal et dans une forme de co-construction des savoirs où tout le monde participe, anticipe en cherchant de la doc, en se renseignant un minimum sur les sujets abordés. Chacun-e disposant de savoirs qu'elle peut transmettre dans l'élaboration du projet.

Tout au long de la création de ce lieu, ce sont pratiquement toujours les mêmes personnes qui se sont impliquées, qui ont donné du temps, qui ont pris sur elles quand paradoxalement ce sont aussi elles qui avaient le moins de temps disponible (travail et autres), ce qui entraîne de l'épuisement et des inégalités. A noter qu'il s'agissait aussi d'une majorité de meufs racisées. Il y avait une flemme, une réticence à s'auto-former, et le besoin que les « savoirs » tombent tout cuits de la bouche des personnes plus « expérimentées ». Avec la sensation qu'il fallait mettre à l'aise et divertir gratuitement les plus privilégiées des militantes pour que le projet avance.

Malgré ces dysfonctionnements, nous savons que l'autogestion n'est pas naturelle, qu'elle s'apprend, en commençant à la pratiquer, en communiquant sur ce qu'on fait.

LA GAUCHE, LES ANARCHISTES et CELLES QUI ONT VU DE LA LUMIERE

Dès les premières discussions, on parle de nos stratégies et de questions politiques. On envisage comment on va s'organiser, quels seront nos principes de fonctionnement et les bases politiques du lieu. Cependant, lorsque les sujets politiques, théoriques sont prévus à l'ordre du jour, plusieurs réunions sont annulées par manque de monde pour traiter une question aussi importante. La théorie n'influence-t-elle pas la pratique ? Et vice et versa ? Cela ne semble pas important pour plusieurs militant-es, bizarrement.

Le projet de La Bonne Poire s'imaginait comme un lieu autogéré, par et pour les personnes concernées où on réfléchissait à ses pratiques pour contrer cette société de domination et d'exploitation. L'idée c'était que les personnes concernées - les femmes, les queers, les galérien-nes - décident et s'autodéterminent.

Pourquoi ? Parce que dans le militantisme mainstream, les personnes qui subissent les oppressions (les racisé-es, les trans, les personnes handicapées par exemple) sont souvent mises de côté. Ce sont les groupes dominants qui décident des objectifs de la lutte (cf. le white cisfeminism) en confisquant l'autonomie organisationnelle de ceux qui subissent de plein fouet les oppressions et y résistent quotidiennement. Ça a été le cas pour les luttes antiracistes gérées et menées par des Blancs, ça a aussi été le cas pour la Marche des Fiertés, véritable parade néolibérale qui a mis de côté les revendications des personnes racisées, pauvres et transféministes. (*voir annexe pour en savoir plus sur l'autogestion*).

Au fur et à mesure des discussions, on établit que le squat **sera un lieu féministe et queer, autogéré sans hiérarchie, anarchiste, antiraciste et anticapitaliste**.

Ce qui aurait dû sembler bizarre déjà – et qui se vérifiera par la suite - c'est que la majorité des personnes qui ne voulaient pas participer aux moments d'élaboration politique valident tout de même ces principes, à la va-vite, sans les

mettre en discussion, pour l'esthétique, sans se rendre compte que ces principes sont liés à des pratiques en cohérence avec nos idées. Au final, cela donne une illusion de consensus, mais on s'apercevra plus tard qu'il n'y en avait pas.

Le collectif était composé d'habitant-es, et en majorité, de militant-es. Dès les premières réunions, nous avons invité les personnes à conscientiser leurs privilèges. Il n'était pas question de les nier ou de se morfondre dans une culpabilité inutile mais d'apprendre à les détourner afin d'en faire profiter le collectif et les personnes les plus vulnérables. Par exemple, dans les confrontations avec la police, les personnes cis blanches avec des papiers ont moins de chance de subir des violences que les personnes racisées sans papiers ou avec des titres de séjour, aussi, les conséquences juridiques sont complètement différentes.

Pendant la recherche du squat, on constate déjà que beaucoup de personnes privilégiées se mettent à l'écart quand il s'agit de prendre des risques. Lorsque celles qui donnent beaucoup de leurs nuits au projet demandent une meilleure répartition des tâches en réunion, c'est mal reçu et la situation ne change pas. Le point positif c'est qu'il y a quand même des efforts faits par certaines personnes blanches et de classe supérieure. Mais nous remarquons que la plupart des militant-es n'avaient pas idée de l'engagement réel que demandait un tel projet.

Les lignes de fracture étaient déjà visibles, et nous aurions pu les voir si nous n'avions pas mis tous nos efforts dans la préservation du groupe et le besoin vital de l'existence d'un tel lieu. Le collectif voulait tellement atteindre son objectif que tout le monde préférerait taire ses doutes.

Il faut rappeler que les personnes qui se sont impliquées régulièrement dans le collectif se sont rassemblées sur des **bases affinitaires féministes**. Toutes se retrouvaient régulièrement sur des actions communes (manifestations, organisations de festivals DIY ou associatifs) et partageaient certains éléments de vocabulaire. Certaines étaient d'ailleurs dans des groupes radicaux, sans connaître ni appliquer les bases politiques inhérentes à ces formes d'action directe.

Tout pour l'esthétique de la lutte, le vocabulaire choc, au diable la pensée et l'histoire, puisque les « bonnes intentions » suffisent. Nous remarquerons au fur et à mesure que des personnes adhèrent à ce genre d'organisation parce que c'est divertissant, « cool » ou parce qu'elles ont « vu de la lumière ». En soi, ce n'est pas grave de ne pas tout connaître en termes de bases politiques, on est là pour se former mutuellement. Mais rejeter les formations, militer avec son ego, saboter de l'intérieur un collectif, vouloir le vider de sa substance critique radicale, c'est une pratique des dominant•es qui a eu cours dans les luttes autonomes depuis longtemps et se répand comme la peste.

Formuler ses idées politiques n'est pas du luxe, cela nous permet de savoir où on se situe dans le champ politique. Si la lutte anarchiste n'est pas pour toi

camarade, pars en paix ! On se retrouvera peut-être sur d'autres fronts.

BIENVENUE A LA BONNE POIRE !

Enfin, nous avons trouvé notre nid idéal !

Les habitantes arrivent et certaines découvrent le fonctionnement en autogestion, la mixité choisie et/ou la vie en squat. Le collectif de La Bonne Poire se construit alors avec des personnes qui habitent dans le lieu et d'autres qui ne vivent pas sur place mais s'investissent en apportant de l'aide au quotidien (récup', chantiers, etc.), en organisant des moments de formation et de discussion, des ateliers et des événements. Les personnes qui n'habitent pas sur le lieu ne sont pas censées prendre de décisions à la place de celles qui y habitent. Cependant, elles s'engagent à prendre les risques judiciaires et amènent les ressources dans le lieu, ce qui leur confère un certain pouvoir de fait. Par exemple, le fait de concentrer toutes les informations rend les habitantes dépendantes des personnes "ressources". Les personnes précaires, exilées sont déjà habituées à être maintenues dans des rapports inégalitaires par les organismes sociaux et la plupart reproduisent ces rapports dans le squat.

Comment équilibrer les rapports ?

Une des pratiques mises en place a été d'intégrer les habitantes à toutes les prises de décision, après à chacun-e de participer selon ses disponibilités, sa situation et ses envies.

Au-delà des principes politiques et organisationnels qui sont à la base du lieu, on veut que tout le monde soit impliqué dans toutes les décisions, tout se discute donc, même si c'est parfois chiant et long.

AUTOGESTION IS THE NEW AUTORITARISM

À partir de là, des positionnements difficilement conciliables vont nous diviser. Aussi des personnes ne sachant pas vraiment où se placer demeuraient silencieuses, d'autres faisaient la girouette ou suivaient les idées de leur « meilleure copine » sans avoir d'avis propre. Certaines d'entre nous affrontions doutes et contradictions. Dans ce zine, nous pointons des postures et des pratiques politiques avec lesquelles nous sommes en désaccord. Il n'exprime pas les ressentis et nuances individuelles forcément complexes et en construction permanente. Il n'a pas pour but non plus de pointer des erreurs que tout un chacun peut faire, mais de révéler des mécanismes récurrents qui nous ont usés et les manoeuvres de sabotage intentionnel.

Comme la culture politique de la majorité du collectif de La Bonne Poire n'était pas radicale, les pratiques les plus "intuitives", "spontanées" et "naturelles" héritées du contexte associatif ont très rapidement pris le dessus. Dans la suite de ce texte, nous allons utiliser les termes "**associatives**", "**sauveuses**" et "**travailleuses sociales**" pour évoquer des personnes de gauche ayant développé

ces pratiques politiques.

Dès les premiers jours, nous avons vu débarquer des personnes qui étaient venues une fois en réunion voire pas du tout et ne connaissaient ni nos stratégies, ni nos bases politiques. Alors que dès le début, nous avions posé que l'intégration de nouvelles personnes devait être discutée en réunion, certaines agissaient comme si le lieu était ouvert à qui le veut, au bénévolat, à la copine d'untel, et ceci sans mesure de sécurité. Aussi des informations précises et précieuses sur le lieu ont été divulguées.

Nous luttons quotidiennement contre l'emploi de termes comme « bénévole », « permanence », « bénéficiaire », « public cible », « entretien médico-social » qui nous semblaient incompatibles avec le féminisme queer antiraciste que nous défendions et avec l'organisation en autogestion.

Nous ne voulions pas de bénévoles associatifs qui viennent sur un lieu de vie faire leur bonne action du dimanche, s'exotiser, consommer un lieu autogéré avec une vision individualiste et libérale.

Pour certaines, l'autogestion consiste à naviguer sans règle dans le chaos. Elles croient fermement en un principe universel, logé dans leur petit cœur de femme gentille qui connaît la vérité vraie. Les gentilles réguleront automatiquement les relations de pouvoir afin de créer un monde meilleur. (Tu peux aller vomir, on t'attend.)

C'est, bizarrement, le même argument que les missionnaires chrétiens. L'autogestion, c'est chiant. Ce sont des débats, des discussions dans le but de sortir des systèmes d'exploitation capitalistes, racistes et sexistes qui se mettent en place dans les espaces où l'organisation n'est pas réfléchie. On le suce pas de notre pouce.

En discutant avec les associatives, on se rend compte qu'elles ne « croient » même pas en l'autogestion ! Elles en ont une vision tantôt utopique « l'autogestion est impossible », « l'autogestion c'est pas efficace », « l'autogestion ça prend du temps et c'est chiant de discuter de tout », tantôt chaotique-individualiste « l'autogestion c'est chacun avec soi-même et Dieu pour tous », « l'autogestion c'est chacun fait ce qu'il veut ».

Wesh ! L'autogestion c'est pas le chaos.

Du « chaos » renaît l'ordre, celui qu'on redoute, celui qui se met en place insidieusement, celui contre lequel on lutte. *(voir plus loin, on développe une partie sur l'autogestion)*



SQUAT POLITIQUE OU CENTRE D'HEBERGEMENT ?

Vivre dans un squat est une situation à risque, pas idéale pour tout le monde. Beaucoup de personnes précaires préfèrent être prises en charge dans le système mis en place par l'État en espérant y garder un minimum de sécurité administrative.

C'est pourquoi nous préférons rester hors du fonctionnement de ces solutions qui existent, et y rediriger les personnes concernées lorsqu'elles le peuvent et le préfèrent : nous ne prétendons aucunement « sauver » des gens par nos propres et faibles moyens. Un squat ne doit pas, selon nous, se substituer aux structures d'hébergement et de travail social financées par les subsides de l'État, tant qu'il existera. Les personnes qui viennent vivre à La Bonne Poire sont celles qui ne peuvent pas bénéficier des solutions sociales de droit commun et/ou qui souhaitent vivre dans un squat féministe queer antiraciste.

Allant à l'encontre des principes d'autonomie, les "sauveuses" du collectif souhaitaient plutôt accueillir un maximum de personnes à la Bonne Poire, dont des personnes qui pouvaient pourtant prétendre à un hébergement social. Elles voulaient « faire du chiffre », entasser des femmes et des familles sans se soucier de savoir si elles auront de l'eau chaude, du chauffage, se sentiront en sécurité. Pour elles, l'intimité n'est pas une condition matérielle essentielle pour une galérienne. Cela ne peut s'expliquer que par une tendance des militantes à rechercher la reconnaissance et la satisfaction personnelle sur le dos des personnes en galère. Parce qu'elles ne remettent pas en cause leurs propres privilèges, cela leur semble ok de reproduire dans un squat féministe le système d'hébergement de masse et d'urgence mis en place par l'État. Mais le but d'un tel lieu, c'est aussi que chaque personne puisse prendre la place et le temps de se consolider, de se reconstruire, de se renforcer, de développer des relations d'amitié, de trouver des outils, de se former.

Pour cela, il faut de **l'espace à soi**. Pour les "sauveuses", la mise en place de pratiques émancipatrices est inutile : les femmes migrantes sont perçues comme n'ayant pas besoin du féminisme ni d'aucune théorie libératrice, juste de conditions matérielles servant à les intégrer dans le système.

Les "**sauveuses**" raisonnent en terme de quantité et imaginent qu'on ne peut pas exister en tant que squat si on ne remplace pas l'État. C'est son rôle d'assurer un logement aux plus vulnérables (pauvres, femmes et enfants). Cependant, il n'a jamais été question de remplacer ou participer à l'État, ni au tissu associatif, ni à aucune entité qui use de son pouvoir pour maintenir le système de domination et d'exploitation.

Si nous avons conscience des urgences sociales et humanitaires, nous ne sommes pas dupes. Nous ne voulons pas reproduire ce système à notre échelle. Nous refusons d'être exploité-es par une poignée d'individus pour un travail gratuit de bonne conscience, quasi-religieuse, inspiré du travail humanitaire, au

service de l'ordre. Nous serions légitimes de squatter uniquement selon leurs termes : nous sacrifier dans un but humaniste, avec des codes sucés de la gauche sauveuse, en étant de bonnes citoyennes, matrixées par des valeurs bourgeoises, paternalistes et d'héritage colonial.

SABOTAGES ET MANIGANCES – et si on défonçait les fondamentaux du lieu ?

Les sauveuses, non contentes d'être dogmatiquement contre l'autonomie et l'émancipation, pratiquaient une politique digne de politicien-nes de partis. Monter des cabales avec ses copines, manipuler les opinions en dehors des réunions, utiliser des éléments intimes pour attaquer des individus leurs paraissent être des pratiques convenables. Pour elles, c'était probablement « faire de la politique ». Par contre discuter ouvertement, poser des arguments, trouver un consensus, c'est du folklore.

Pour comprendre la suite d'événements qui ont mené au clash, nous allons citer des exemples en anonymisant les protagonistes.

Il y a un exemple fondateur éloquent qui montre comment certaines sauveuses étaient prêtes à remettre en question tous les fondements du squat pour satisfaire une pulsion de sauvetage complètement irréfléchi. Une femme en galère, Rose, est venue habiter brièvement à La Bonne Poire en attendant qu'un hébergement social se libère. Rose reste plusieurs jours, contente du lieu, à l'aise parmi le collectif. Elle n'a plus envie de partir mais elle se sent écartelée parce que son mari ne peut pas venir dans un squat en mixité choisie sans mecs cis. Elle commence alors à parler à toutes les occupant-es, les un-es après les autres, pour essayer d'obtenir une exception et que son mec puisse venir dormir au squat.

C'est de bonne guerre : son insistance est parfaitement compréhensible vu combien iels sont dans la merde. Compte tenu de leur situation de grande vulnérabilité, Rose et sa famille se voient proposer très rapidement une place d'hébergement. Une occupante, Marguerite, remet alors en question la mixité choisie du lieu, car elle aurait voulu que Rose et sa famille puissent rester au lieu de bénéficier d'un dispositif de droit commun. On voit toute l'absurdité hallucinante de la logique de sauveuse, prête à remettre en cause les fondamentaux féministes du lieu pour pouvoir intégrer un homme cis lambda. Bien sûr, La Bonne Poire a gardé son mode d'organisation. Depuis, Rose et sa famille ont obtenu un appartement social à Bourgetown.

À partir de ce moment, on a aussi pu voir s'installer une censure intentionnelle de l'identité féministe et queer du lieu, accompagnée d'un discours raciste et infantilisant. Marguerite et ses copines affirment que le féminisme n'est que de la théorie (oui, oui, vous lisez bien) et que les queers migrant-es ne peuvent pas comprendre et n'ont pas besoin des luttes queer.

Si on balayait d'un coup une partie de la population et ses luttes, tiens ?

Dans l'esprit de nombreuses "associatives", toutes les migrant-es sont a priori hétérosexuel-les et cisgenres. Il ne faudrait pas partager des outils féministes et queers, qui selon elles sont pour les personnes privilégiées et blanches. Elles ne font pas le lien entre les oppressions et les conditions matérielles d'existence.

Choc et colère pour celles d'entre nous à travers toute la France qui sommes prolös, racisé-es, arabo-musulman-es, précaires économiquement et administrativement, enfants de femmes en luttes, d'immigré-es révolutionnaires, lesbiennes, gouines, trans qui contredisent sous son nez le racisme colonial à la française. On a l'habitude d'être effacé-es de l'Histoire, mais pas dans son propre collectif !

Un jour, une femme nommée Lilas arrive au squat avec ses enfants. Elle ne parle pas français mais elle nous explique, avec l'aide de son fils qui, lui, le parle, qu'elle est hébergée chez des personnes qui lui demandent de partir parce que la situation s'éternise. Tout de suite, Eucalyptus entreprend de lui expliquer ce qu'est La Bonne Poire, en essayant d'utiliser des mots faciles à traduire. Là, une autre occupante, Géranium, lui coupe la parole pour l'empêcher d'évoquer le caractère queer du lieu : « Ne parle pas de ça, elle ne peut pas comprendre ! ».

C'est une double violence : c'est exiger qu'un lieu et des personnes queers se placardisent parce que l'on pense qu'une personne étrangère ne doit pas connaître l'existence des personnes lesbiennes, trans, non-binaires, intersexes. On peut très bien utiliser des mots simples pour se comprendre. C'est essentiel que les personnes qui souhaitent vivre dans le lieu soient informées en amont, plutôt que cela se passe mal par la suite !

Géranium avait rendu manifeste un comportement insidieux, qu'elle n'était pas la seule à avoir : un certain nombre d'occupant-es « oubliaient » systématiquement de présenter l'identité queer du lieu aux potentielles habitantes migrantes. La tâche de cette explication retombait inévitablement sur les personnes cis gouines ou sur les personnes trans.

Le projet est critiqué par les sauveuses en dehors du collectif mais ces critiques ne sont jamais mises à l'ordre du jour des réunions, empêchant dès lors une véritable discussion. Plus dangereux, ces blablas de couloir sortent du collectif sans égard pour la sécurité et la confidentialité.

Courgette, une femme cishet du collectif, va se plaindre des conflits internes à l'un de ses potes, du ouin ouin sur la mixité choisie qui ne *fonctionne* pas, d'après elle. Elle bave. Les infos et des noms tournent. Une fois attrapée à son propre jeu, Courgette présente vite fait ses excuses en réunion, prétextant avoir fait de la merde parce qu'elle avait besoin de parler et n'avait personne auprès de qui le faire... Pourtant plusieurs de ses ami.es proches font partie du collectif. Qu'est-ce qui se passe ? Est-ce que nous devenons dans sa bouche de

méchantes sorcières lesbiennes séparatistes le temps de boire un verre ?

Si la trahison est grave, en tant que féministes nous n'avions pas de pratique de tribunal populaire ou d'exclusion. Nous lui avons fait confiance pour s'amender et nous lui avons simplement rappelé pourquoi la confidentialité était un gage de protection essentiel pour toutes les membres du squat, habitant-es ou occupant-es.

La fuite d'informations autant que la trahison des principes de sécurité d'un lieu illégal était fréquente. Alors que l'intégration de nouvelles personnes dans le collectif devait toujours faire l'objet d'une discussion en réunion, sous prétexte qu'elles se sentaient fatiguées et avaient envie de faire un "break" avec le lieu, Marguerite et Géranium ont par exemple intégré en catimini des amies à elles, les ajoutant autoritairement dans le planning. Plus grave, elles leur ont communiqué des informations internes et des principes de sécurité. La procédure a été intentionnelle, cachée précisément aux personnes squatteuses perçues comme radicales dans le collectif. Lorsque ces faits ont été critiqués, des larmes blanches ont ruisselé dans tout Bourgetown générant des semaines de conflits et impliquant là encore des personnes hors du collectif.

POURQUOI NOUS SQUATTONS ?

Il devenait impératif de revenir aux bases. Une des questions qui remontait sans cesse et divisait le collectif était la question du but profond du squat. Pourquoi nous squattons ? Pour lutter, résister, et pas uniquement héberger ! Nous refusons d'être exploité-es par un système qui nous utilise pour combler ses failles, nous voulons miner ses brèches pour le faire exploser. La différence est de taille et fondamentale. Le squat en tant que lieu d'organisation politique des marginalisé-es et d'expérimentation collective était inenvisageable pour les "associatives".

En tant que radicales, nous ne pouvons pas lutter contre le mal-logement ou la rétention de logement sans critiquer profondément le système qui permet cette situation et l'organise au quotidien : le capitalisme et l'État ; le néolibéralisme. Nous ne pouvons pas squatter sans prendre conscience que la propriété privée et l'individualisme sont les sacro-saintes bases du système économique qui organise nos oppressions. C'est dans ce sens-là que nous sommes radicales, nous prenons le problème à la racine, nous luttons contre les causes des phénomènes, nous sommes intransigeantes, nous ne nous contentons pas d'absorber les problèmes et d'en atténuer les conséquences comme le font les bonnes mères de famille. Nous ne sommes pas des bonnes poires ! De plus, il existe des dizaines d'endroits à Bourgetown qui rêvent d'accueillir des sauveuses bénévoles, pourquoi ne pas les investir ?

Nous sommes persuadé-es qu'il est possible d'être à la fois un squat d'habitation et un squat politique, plein de lieux comme ça existent et ont existé. Ce sont des endroits de résistance et de construction très importants. Mais, pour cela, nous

devons vivre avec des gens qui sont un minimum d'accord sur les principes de base du lieu.

Dans les faits, tous les squats ne sont pas politisés, certains sont discrets et hébergent quelques personnes. D'autres sont des hôtels avec des gestionnaires, des associatifs et en collaboration avec la mairie voire les flics. Ces squats d'hébergement privilégient les personnes exilées mais leur politique de gestion de squat est très patriarcale et libérale, c'est la loi du plus fort sans pratique collective égalitaire. Puis il y a aussi des squats d'artistes blancs qui contribuent à la gentrification des villes... Avec toutes ces pratiques différentes, nous avions probablement chacun·e en tête des choses différentes avec des expériences différentes. Cependant, il a fallu à un moment donné cesser de courir sans tête dans tous les sens et assumer un projet cohérent...

Squatter est politique. Une pratique sans affirmation politique est la porte ouverte à toutes les reproductions et récupérations systémiques ! Personne n'a le privilège d'être neutre ou de militer éternellement sur une base esthétique sans s'interroger sur les fondamentaux. Un squat d'hébergement de masse, sans pratiques et questionnements autour de l'émancipation et de l'autonomie fonctionnera grâce à la loi du plus fort et on retrouvera alors les mêmes pratiques dégueulasses que les institutions : surveillance de masse, fichage, contrôle social, achat de consentement, rétention d'informations et de ressources, etc. Voilà ce à quoi mènent les pratiques dites "sociales" et la volonté de sauver comme seule boussole militante.

PRATIQUES DE CONTRÔLE SOCIAL

Avoir des pratiques de travailleuses sociales ne signifiait pas forcément que les personnes bossaient dans ce domaine. Beaucoup de ces pratiques étaient tout simplement inspirées de ce qui se passait dans d'autres squats de Bourgetown, dans lesquels des assos faisaient de l'entrisme et soutenaient la mise en place de structures calquées sur les institutions : un gérant de squat, des caméras, des rations alimentaires, beaucoup d'informations s'échappant du squat, un pouvoir centralisé et sous clef, une intégration économique qui correspond aux besoins du marché maintenant un salariat précaire et sans droit, facilement exploitable.

Cela se retrouvait aussi dans les conversations virtuelles. Beaucoup de sauveuses n'hésitaient pas à parler de trucs personnels concernant des habitantes alors même que celles-ci étaient présentes dans le groupe de discussion, ou encore à tenir des fichiers sur les situations personnelles de celles-ci. Un peu comme quand des médecins ou des travailleuses sociales parlent de toi à la troisième personne à des tiers alors que t'es présent·e dans la pièce ou font des rapports sociaux sur toi sans t'informer du contenu. Humiliantes, déshumanisantes et infantilisantes, ces violences symboliques issues des structures de contrôle social vont à l'encontre de l'autonomie des personnes.

Avec ces pratiques viennent celles de gestion individuelle, où les militantes deviennent des héroïnes en sauvant personnellement telle ou telle femme, avant même de chercher des solutions collectives qui pourtant existent !

Certaines habitantes avaient pris l'habitude de considérer les militant-es comme des bénévoles, sachant quelle personne dirait oui ou non pour apporter tel ou tel service. Ça faisait que d'autres membres du collectif se retrouvaient à devoir gérer des situations problématiques sans y avoir consenti. D'autant plus dangereux lorsqu'on se retrouvait, par surprise, à avoir la responsabilité de mineur-es, parfois plusieurs jours à la suite, même dans un contexte de menace d'expulsion. Une autre encore pouvait fournir de l'argent, ou était sensible aux larmes. Cela instaurait de fait la mise en concurrence des habitantes. En effet, **le soutien offert est conditionné par le caractère soi-disant « bon » ou « mauvais » des agissements de la personne, un jugement basé sur des valeurs morales qu'on contrechie en tant qu'anarcha-féministes.** Ce qu'on voudrait, c'est se soutenir collectivement, arrêter de se juger les unes les autres, se dire directement les choses en face pour transformer nos pratiques.

À la Bonne Poire, les pratiques sociales d'une partie du collectif ont ainsi instauré un rapport biaisé avec certaines habitantes. Quand il y avait des problèmes liés aux tâches collectives, beaucoup d'habitant-es attendaient que les militant-es fassent le travail ou gèrent le problème, comme s'ils étaient des arbitres. Il n'y avait plus de réflexe d'auto-organisation collective puisque la plupart pensait qu'elles n'avaient qu'à se reposer sur les « bénévoles ». Du coup, beaucoup de militant-es s'épuisaient à faire les tâches collectives à la place des autres et nourrissaient de la colère et de la frustration.

L'arrivée de Chicorée est un bon exemple des gros travers des travailleuses sociales. Une militante associative contacte la Bonne Poire pour accueillir une femme avec enfants. Dès le départ, impossible de parler directement avec la première concernée. Nous n'avons accès qu'aux intermédiaires, notamment son assistante sociale. Toutes ces personnes affirment que la concernée ne parle pas français et laissent planer un mystère autour de la vie de Chicorée. Il suffira d'une simple discussion avec elle – qui parle très bien français – pour comprendre ses besoins et sa situation. Toutes ces intermédiaires voulaient contrôler la situation et nous empêchaient de communiquer sereinement, engendrant des craintes inutiles et de l'énergie perdue. On s'aperçoit aussi que Chicorée correspond très bien au projet de par son expérience dans des lieux collectifs et ses multiples galères qui ont forcé sa débrouillardise et son autonomie. Une image totalement différente du portrait victimaire qui nous avait été présenté. Ça montre la vision raciste des pauvres et des migrant-es dans les structures sociales, perçues comme des « bénéficiaires », victimes car au fond, elles seraient incapables !

La plupart des galériennes et migrantes sont des femmes badass qui ont

déjà vécu mille vies et encore plus de violences, qui ont eu un parcours migratoire plein d'épreuves. Elles n'ont pas besoin d'être sauvées, et encore moins par des gens qui n'ont même pas vécu ¼ de leurs expériences.

LE MÉNAGE, C'EST POLITIQUE ?

Dans le cadre d'une société patriarcale où les personnes assignées femmes à la naissance sont préposées aux tâches ménagères et au *care*, pas mal de problèmes internes se sont cristallisés sur le ménage à La Bonne Poire. Dès le début, il y avait des soucis de partage des tâches ménagères. La recherche d'une organisation la plus autogestionnaire et égalitaire possible a pris de longs mois. En tous cas, la règle était simple : à la mesure de ses capacités physiques, chacun-e devait participer aux tâches collectives (ménage, récup', réparations, etc.).

L'une des Bonnes Paires, Argousier, avait trois enfants : une adolescente, Cosmos, et deux garçons ados, Navet et Panais. Nous considérions que si les personnes adultes devaient prendre la grande majorité des tâches quotidiennes en charge (en fonction de leurs capacités), les adolescent-es devaient aussi participer. Cosmos ne rechignait pas à faire un peu de ménage collectif, alors qu'elle aidait déjà sa mère à préparer les repas et à réaliser toutes les tâches quotidiennes. Par contre, Navet et Panais refusaient la moindre tâche ménagère et ne respectaient pas les espaces collectifs (toilettes sales, crachats dans l'évier, restes de nourritures dans les espaces communs, ordures, etc). Dès les premières semaines d'ouverture de la Bonne Poire, les habitantes et les militant-es s'en plaignent réunion après réunion, au point que ça devient un sujet récurrent.

Dès le départ, il y a un souci de communication. Comme Argousier n'a pas de langue en commun avec les autres membres du collectif, Cosmos se charge généralement de la traduction, ce qui la met dans une position super inconfortable. Pour le reste, nous avons plusieurs langues de communication possibles avec les adolescent-es. Alors nous mettons en place des explications en trois langues, accompagnées de dessins et traduisons toutes les communications par écrit et à l'oral. Pour les deux adolescents, on réduit les tâches à la sortie des poubelles et au nettoyage des escaliers une fois par semaine. Nous voulions qu'ils participent – à leur mesure certes – mais on ne pouvait pas se retrouver dans un squat féministe avec plusieurs femmes nettoyant leur merde à tous les étages. Il est à noter que ce sont encore les mêmes personnes qui prennent la charge de trouver les solutions.

Malgré tout ça, rien ne change. Tout le monde s'en plaint. Mois après mois, la situation devient de plus en plus tendue. À chaque réunion, le comportement des deux garçons revient à l'ordre du jour.

Argousier propose qu'on vienne la voir systématiquement lorsqu'ils ne veulent

pas faire quelque chose ou qu'ils ont fait une connerie. Mais, d'une part, c'est fastidieux au quotidien (ça s'appelle la charge mentale), et d'autre part, il y a toujours le souci de la langue qui complexifie la communication. Les tensions vont culminer dans un conflit majeur, durant lequel plusieurs habitantes et occupant-es (dont certaines sauveuses) sont intervenu-es lors d'une dispute entre Argousier et ses fils au sujet du ménage. Ce conflit a plus tard été instrumentalisé par les sauveuses (et plusieurs personnes de leur bord) en dehors du collectif.

Le partage des tâches collectives s'est transformé en tentative de « convertir des femmes à l'égalité ». Nous avons reçu des critiques dignes d'un camp de vacances pour masculinistes convaincus, où faire le ménage nuit gravement à la construction de la masculinité chez les adolescents...

Ce qui était au départ un désaccord sur la répartition des tâches est interprété comme un désaccord culturel infranchissable. Cet argument récurrent en France utilise une rhétorique raciste et coloniale où la situation n'est pas analysée d'un point de vue politique, économique ou social, mais ramenée à une vulgaire incompatibilité et opposition des cultures. Les personnes racisé-es (musulmanes en particulier) et sans paps sont perçues comme figées dans une culture forcément antiféministe, antique, pas moderne, incapables de comprendre et de fonctionner dans une culture dite égalitaire. Pour les sauveuses, Argousier serait incapable de fonctionner au sein d'un lieu autogéré. De plus, animées par un sentiment sacré de culpabilité, de dévouement, les pratiques humanitaires empêchent toute organisation collective et autonome avec et pour des personnes sans paps.

Alors qu'Argousier hésite à partir du squat, plusieurs personnes, ayant largement pris part au conflit vont se dissocier et instrumentaliser l'affaire. Elles vont prétexter que les radicales s'en prennent à une famille exilée en s'appuyant sur le fait que l'une d'entre nous avait attrapé un des ados par le bras ! C'est tellement facile... Tout cela est discuté lors d'une réunion : Eucalyptus se remet en cause sur le fait d'avoir attrapé Navet par le bras (ce n'est pas parce que c'est un ado qu'on peut le toucher sans lui demander son avis !). Des excuses collectives sont présentées à Argousier sur la manière dont le conflit s'est déroulé mais pas sur le fond. Argousier les accepte, mais explique qu'elle préfère que ses enfants ne fassent pas le ménage. Nous voyons bien qu'elle ne bougera pas de ses positions, alors nous maintenons la seule tâche de sortir les poubelles et de l'aide ponctuelle (porter des meubles par exemple).

Après cela, la situation ne s'apaise malheureusement pas. Malgré les tensions, le comportement de Navet et Panais empire ! Nous nous retrouvons à nettoyer derrière des garçons méprisant sans respect des espaces collectifs, alimentant les tensions et les frustrations. Toutes les autres habitantes étaient donc démotivées, et en conflit permanent avec la famille d'Argousier.

SOLIDARITÉ ENTRE « FEMMES » ?

S'il y avait des moments collectifs chouettes, la logistique du quotidien prenait une place écrasante dans le lieu. En contexte de confinement et de menace d'expulsion, il y avait de surcroît de nombreuses sources de stress. Pourtant, les moments les plus tendus étaient pris en charge par des personnes en grande partie racisées et dans des situations personnelles plus compliquées ou moins privilégiées. Les personnes qui bossaient à temps plein par ailleurs ont pris la charge des choses les plus fatigantes psychologiquement et physiquement. Cela a joué par la suite lors de la prise de position et de l'affirmation de soi lors de conflits. Quand on est fatigué, qu'une partie des personnes nous ont usé, comment arrive-t-on à gérer le conflit ? Nous ne sommes pas dans les meilleures conditions et notre disponibilité mentale et physique est largement entamée. Mais il est hors de question de lâcher l'affaire et de céder la place à des pratiques hiérarchiques ! Ainsi, des personnes crevées et surexploitées se retrouvaient face à d'autres personnes qui faisaient du militantisme de distraction en venant juste donner des leçons en réunion. Et ce sont toujours les mêmes !

Dans les espaces féministes, les rapports de race et de classe amènent plusieurs formes d'inégalités et des attentes différentes. Certaines femmes blanches et/ou issues d'un milieu privilégié recherchent un espace sans conflit. Ce sont leurs intérêts qui sont préservés, leurs avis qui sont pris en compte. Seulement, ce qui les libère, ne libère pas les autres femmes et personnes queer automatiquement. Le féminisme n'est pas une recette universelle. Elles imposent de parler doucement, accusant la parole d'autres personnes de "leur faire violence", par exemple. Consciemment ou non, elles imposent des codes et des modes de fonctionnement blancs bourgeois et pourrissent l'agenda féministe, en invisibilisant le travail et les luttes menées par d'autres personnes en tension dans la catégorie « femme ». Elles mettent en place une charité à l'encontre des personnes queer, trans, lesbiennes, musulmanes, noires, pauvres, folles-fous ou handicapé-e-s.

CONFLITS ET AGRESSIONS

À plusieurs moments, surtout lorsqu'il y a des désaccords et des conflits, les blanches parlent beaucoup de "care" dans le collectif. Elles envisagent ce "care" entre militantes, pour consoler les blanches qui pleurent. Ben oui, les racisé-es/galérien·nes n'ont pas besoin de *care*, n'est-ce pas ? Leur objectif affirmé est de bénéficier d'un espace pacifié et lisse, exempt de frictions et d'engueulades. Dans le texte « Tu me fais violence », Jack Halberstam dénonce justement cet accent porté sur la "blessure" et le ressenti individuel comme une forme de néo-libéralisation des luttes queers et féministes. Il dit que la volonté d'avoir des « espaces protégés et rassurants fonctionne de concert avec une gentrification qui masque toutes les problématiques de classe et de race locales et globales ».

En tant que racisées, il nous arrive fréquemment d'être accusée d'agresseuses quand on s'exprime lors d'un conflit avec des blanches ou des personnes racisées ayant intériorisé et intégré ces mêmes codes. Nous avons l'habitude de devoir nous justifier mille ans sur la forme face à des interlocutrices qui évitent le fond de nos propos. Pour être simplement entendues, il faut faire des efforts énormes et prendre mille pincettes afin de contrecarrer la vision raciste des blanches qui nous perçoivent d'emblée comme des menaces lorsque nous affirmons des oppositions. Nous connaissons le tableau classique de la méchante femme racisée qui agresse la blanche éplorée. Nous savons que le commun des mortels accourt pour la sauver et l'ériger comme victime. Cette interprétation ne laisse aucune place au fond du conflit, aux faits qui ont eu lieu ou à une analyse des rapports de pouvoir dans une situation. Une femme racisée ou de classe inférieure qui parle sèchement, qui n'adopte pas les codes bourgeois, qui s'exprime d'une voix forte, même si elle parle sur un ton affirmé n'est pas autoritaire. Nous avons le droit de parler fort et d'être en colère. Être perçue comme une figure d'autorité, parce qu'on a des facilités à exprimer ses idées ou parce qu'on est plus âgée ou expérimentée dans un domaine ne fait pas de cette personne une dictatrice tortionnaire. D'autant plus si on appartient à des groupes minorisés car les idées qu'on exprime ne sont pas diffusées largement dans la société et seront moins admises par la majorité du groupe. Nous avons des tactiques inhérentes à nos expériences sociales et nous refusons de nous intégrer en nous écrasant.

L'autoritarisme, c'est imposer une décision sans avis collectif préalable, c'est contraindre des personnes à aller dans son sens, c'est s'ériger comme chef et forcer ses décisions au mépris de tout mode de fonctionnement collectif. Étant donné que nous sommes dans un contexte culturel national autoritaire, que nous en sommes imprégné.es depuis la maternelle jusqu'aux structures mêmes de nos groupes militants, il est essentiel de rester vigilant.es sur notre façon de prendre les décisions et de partager le pouvoir. Mais crier à l'autoritarisme quand les choses ne vont pas dans son sens, face à des personnes qui participent à mettre en place des outils de gestion collective, qu'est-ce que c'est ?

Les personnes qui criaient à l'autoritarisme des réunions et des radicales avaient d'autres méthodes: détourner les propos, jouer sur l'émotionnel pour rallier les personnes à leur cause et aller à l'encontre des décisions prises collectivement. C'était leur manière de "faire de la politique", ne jamais débattre en assemblée, mais "convertir" le plus de personnes à leurs causes, de préférence des personnes avec des liens "affinitaires" aka du même groupe social.

Un beau matin, les Bonnes Poires organisent une réflexion sur les conflits. Quelques sauveuses ne se sentent pas bien dans le collectif. Elles missionnent quelques amies à elles pour organiser un atelier de gestion de conflit. Il n'y a pas de conflit déclaré. Une habitante, Coquelicot, se propose d'y participer. Les

radicales ne savent pas quelles personnes se sentent mal et de quel conflit il s'agit. Les radicales expriment alors le besoin d'outils féministes et antiracistes pour toute gestion de conflit. Au lieu de cela, les sauveuses vont utiliser des méthodes inspirées du management et du développement personnel, un atelier pour partager du "care" et du "love" en "mettant les "conflits sur la table". Au passage, elles évincent de cette démarche Coquelicot, une habitante racisée et sans papiers qui avait proposé à plusieurs reprises de faire des médiations dans le collectif. Elle est remplacée par Fuschia, une militante blanche très peu impliquée à La Bonne Poire.

Cette mise à l'écart des habitantes (qui avaient aussi des conflits à gérer), le langage bisounours pour mieux aplanir les tensions et le fait de mettre au centre le confort émotionnel des personnes les plus privilégiées plutôt que la discussion politique sont critiqués par les radicales, qui insistent encore sur la nécessité de reprendre des outils anarchaféministes pour régler les conflits. Peut-on se remémorer que l'anarchisme n'est pas qu'une étiquette, mais un mouvement politique qui a des méthodes et n'a pas besoin d'en emprunter au libéralisme ?

Face à cette demande, Marguerite insulte copieusement les membres du collectif et les traite encore et toujours d'autoritaires. Forcément, si le pouvoir n'est pas entre ses mains, il est entre de mauvaises mains. Marguerite n'est pas en accord avec les bases du lieu, elle prend ses distances, boycotte les rares et précieux moments festifs ainsi que les ateliers d'autoformation, mais ne quitte pas le collectif. L'antiracisme ? Pas besoin. La théorie des privilèges blancs, c'est du caca. Autodéfense féministe ? Rien à foutre. Je suis une femme forte, mouâ. Un atelier de fond politique ? Rienâfout'. Un atelier sur la sécurité avec Eucalyptus ? Si j'allais la pourrir ? Bref, Marguerite manœuvre le cœur serré et l'ego en bouillie pour rester dans un projet qui ne lui convient pas, menant dans son sillage sa meuf, sa meilleure amie et ses colocataires.

LA CHARTE

Les conflits liés à la vie collective et aux règles de fonctionnement du lieu s'accumulant, nous proposons d'établir un fonctionnement interne clair du lieu. Nous croyions encore que les dissensions venaient du fait que rien n'était formalisé, couché sur le papier, tout était formulé à l'oral. Le groupe décide collectivement de rompre avec la tyrannie de l'absence de structure, qui faisait tourner tout le monde en bourrique, et de rédiger une charte. Pour cela, on fit un tour de table lors d'une réunion collective et chacun-e partagea les principes qui lui semblaient importants à faire figurer dans la charte. Cette assemblée fut suivie de différents ateliers de travail en petits groupes, de relectures et de modifications laissées à tout un chacun. Chaque étape de la réflexion était mise à la disposition de toutes sur un espace en ligne.

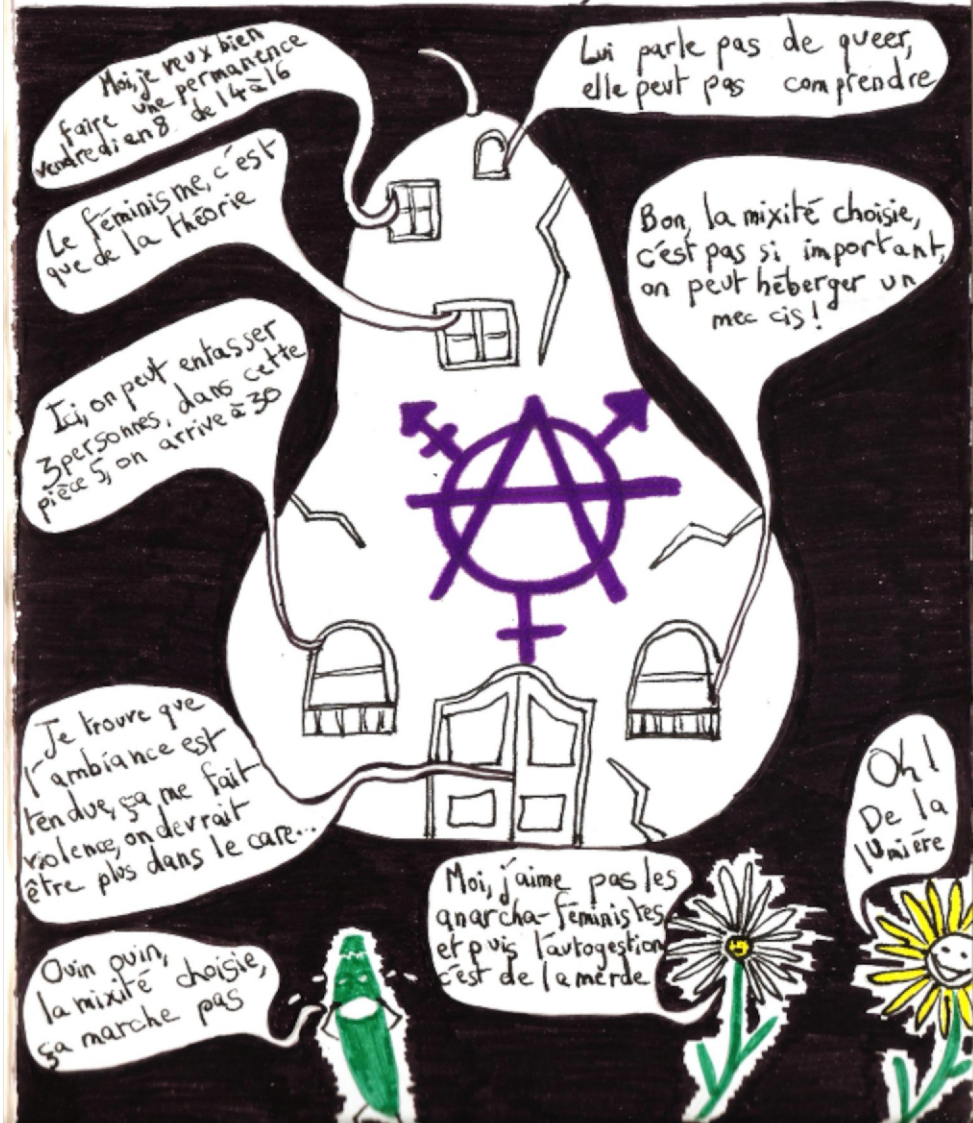
Ce chantier de réflexion, aurait pu être un moment de discussion et de redéfinition du projet, mais il a été déserté unanimement par les sauveuses y

compris celles qui remettaient en question les fondements politiques au quotidien, et laissé à la charge des personnes qui portaient déjà énormément de choses depuis le début.

Lors du dernier atelier, par exemple, les personnes qui menaient leur petite bataille de l'ombre contre le projet politique avaient tout simplement décidé d'organiser une réunion militante sur un tout autre sujet, exactement à la même heure et à quelques rues de là. Au final, nous n'étions que cinq à se taper le travail assez relou de formulation et de rédaction. Quand nous avons été contentes des résultats, nous avons présenté les textes rédigés en réunion et nous les avons également mis en ligne afin que chacun-e puisse y apporter des commentaires et des amendements.

De manière plutôt surprenante, à part une ou deux modifications marginales, personne n'avait d'amendement à proposer. D'un côté, c'était super satisfaisant de se dire qu'on s'accordait enfin autour du projet... Mais de l'autre, après autant d'embrouilles, cela paraissait presque trop beau pour être vrai... C'était finalement une autre manière de boycotter et saboter tous les processus de décision et d'élaboration collectives en comptant sur l'épuisement progressif des plus radicales.

À la Bonne Paire, on dit ça ...



S'AGRANDIR... AU RISQUE D'EXPLOSER

Les sauveuses continuaient à mettre des coups de pression pour accueillir de nouvelles personnes dans le collectif. Intégrer n'importe qui, à tout prix, en se disant que les gens se formeront sur le tas et en se foutant totalement de connaître les positions politiques de machinette ou de bidulon. Depuis le début du projet, les personnes venues d'une culture associative très socdem persistaient contre vents et marées à envisager leur implication au squat à l'image de permanences bénévoles, pas si éloignées d'un investissement dans un centre socio-culturel.

En parallèle, une minorité de Bonnes Poires insistait pour faire des ateliers d'autoformation à la fois pratiques et politiques. Il devenait de plus en plus évident que même les personnes déjà membres du collectif étaient nombreuses à être un peu voire très à la ramasse sur les questions d'autogestion, d'anticapitalisme, ou sur les moyens de lutte et d'émancipation collective. Comment transmettre à de nouvelles recrues alors que l'on n'a pas fait l'effort de se former soi-même, en dépit des outils mis à disposition par d'autres ? Les risques étaient énormes de fragiliser encore plus le groupe et de communiquer des informations confidentielles à des personnes non fiables qui voulaient accomplir leur petit service humanitaire dominical. Cherchant fébrilement dans leurs carnets d'adresse militants, des Bonnes Poires proposèrent des noms, souvent sans même avoir consulté les premier-es concerné-es au préalable.

Des personnes déjà proches du collectif ont finalement été intégrées. Beaucoup n'étaient même pas disponibles et leur « formation » consistait en quelques infos filées à la va-vite sur un coin de table. Ce qui s'avéra une véritable perte de temps et aussi, on le verra, une mise en danger du lieu.

Les véritables motivations de personnes qui rejoignent un projet sur le tas ne sont jamais faciles à cerner. Au début, on pense que c'est pour filer un coup de main ou pour dépanner. Mais il y a des gens qui cherchent à se faire mousser à moindre effort, en fournissant une aide minimale mais en ayant un avis sur tout et en prenant, très rapidement, en quelques semaines à peine, beaucoup de place dans les discussions...surtout numériques, voire exclusivement numériques.

C'est l'exemple de Tournesol, qui avait vaguement participé à une ou deux réunions au tout début du squat, mais qui n'était jamais venue aux temps de formation collective. Tournesol ne participait pas aux tâches quotidiennes et n'avait pas fait l'effort minimal de s'informer sur les principes fondamentaux du lieu. D'ailleurs, Tournesol n'était pas en accord avec la notion même d'autogestion, remettant en cause dès son arrivée dans des discussions (toujours informelles bien sûr) la pertinence et l'efficacité de cette forme d'organisation. Tournesol avait quand même la langue bien pendue en-dehors...

trahissant toutes les règles de confidentialité en livrant des informations à des tiers.

Il y a eu aussi Pimprenelle, dont l'arrivée dans le lieu a été encore plus problématique car elle n'a jamais été actée en réunion. Pimprenelle connaissait le squat par Acacia. Pimprenelle se montre tout de suite hyper volontaire. À la fin d'une soirée, à minuit trois-quarts, alors que tout le monde est à moitié bourré-e et en train de tout ranger, Pissenlit propose entre deux portes, de manière totalement informelle et à l'arrache, d'inclure Pimprenelle comme nouvelle occupante. Eucalyptus, qui part le lendemain pour quelques temps, lui répond qu'il faut en décider collectivement et la former... Dans la foulée, Pimprenelle est directement intégrée sans que cela n'ait jamais été décidé en réunion. Dans le contexte d'épuisement collectif, les procédures de décision étaient finalement de moins en moins respectées, ce qui ouvrait grand la porte aux abus et aux problèmes.

Dans l'urgence et sans véritable réflexion, le collectif s'est précipité à accepter des gens par simple utilitarisme, sans jamais avoir de discussion de fond avec ces personnes pour voir si elles pouvaient être des squatteuses, avec tout ce que cela implique en termes de positionnements radicaux. Nous ne savions même pas jusqu'où celles-ci souhaitaient s'engager, ce qu'elles étaient prêtes à risquer et quelles étaient leurs limites. Plus risqué encore, nous avons partagé des informations confidentielles, donné des accès à des espaces numériques secrets à des personnes qui, même si elles étaient des camarades de manif, étaient aux antipodes des luttes squat.

VOLER, C'EST MAL

Chicorée est accusée d'avoir volé de l'argent à une de ses riches patronnes. Celle-ci l'emploie au noir et la sous-payé depuis quelques temps. La patronne la vire et fait un scandale. Chicorée avait trouvé ce taff par l'entremise d'une militante, qui connaissait la patronne. Mme Bourgeoise décide donc de mettre un gros coup de pression au squat pour récupérer ses thunes, menace d'appeler les flics, la préfecture, les services sociaux.

Les radicales sont en PLS, certaines ont quitté le collectif. Les sauveuses veulent rembourser la patronne, critiquent le vol (alors même qu'on est dans un squat), font la morale à Chicorée et ne lui apportent aucun soutien. Des informations personnelles sont dévoilées à la patronne et sur les réseaux sociaux, elles s'organisent avec elles avant même de s'organiser avec la première concernée. Certaines proposent carrément de rembourser la pauvre petite riche patronne et d'avancer la somme personnellement pour répondre à l'urgence.

Il est évident que la critique politique du capitalisme, de la propriété privée et des systèmes d'exploitation n'est pas du tout partagée par les travailleuses sociales/sauveuses du collectif. Elles en reviennent à leurs réflexes de classe et au jugement des « mauvais pauvres ». Seule une minorité défend le vol comme

moyen légitime de survie. Isolée face à ce déferlement de discussions numériques sans queue ni tête, face à des personnes qui ne savent même plus qui elles sont et qui tour à tour la culpabilisent, Chicorée ne se sent plus soutenue par le collectif.

Encore une fois, la position des sauveuses est contre les bases du squat anticapitaliste. Elles soutiennent les patron-nes, les bourgeois-es, les blanc-he-s et participent à criminaliser les pauvres et les racisé-e-s.

SAUVER, SAUVER, TOUJOURS SAUVER

À ce moment-là, tout va mal au squat, l'histoire de Chicorée a porté un coup au moral et a déstabilisé le collectif, et puis sur le plan de la vie collective, tout est crade : les ados ne veulent toujours pas lever le petit doigt, les tâches collectives reposent sur une toute petite minorité et, cerise sur le gâteau, il y a des menaces d'expulsion qui flottent encore. Alors que les plus radicales s'éloignent peu à peu, ne se sentant plus aucune adéquation politique avec le lieu, les "sauveuses" ne vont pas pour autant s'impliquer davantage. Tout au contraire, elles abandonnent carrément les lieux, venant quelques heures sur place pour faire des leçons de morale et inspecter les travaux finis, à la manière de "gestionnaires".

Marguerite se dit que c'est le moment parfait pour accueillir une nouvelle famille. Deux habitantes, Bouton-d'or et Coquelicot s'expriment fermement pour dire que cela leur semble hors de propos d'accueillir une famille avec plusieurs jeunes enfants dans ces conditions. Il faut d'abord régler les problèmes en cours ! De plus, la famille s'était vu proposée une autre solution d'hébergement. Encore une fois, pour le désir d'une militante de sauver la planète, les habitantes ne sont pas écoutées, les règles de bases du squat sont bafouées et l'autonomie des femmes précaires est sabotée. Marguerite se déplace au squat le soir-même et met la pression sur les habitantes pour qu'elles acceptent l'accueil de cette nouvelle famille. Finalement, la nouvelle habitante ne restera pas longtemps car elle sera très vite relogée dans le droit commun, ce qu'elle souhaitait dès le début.

"OUTREPASSEMENT DE CONSENTEMENT"

Au milieu de ce marasme politique, un message de Pissenlit appelle à une réunion d'urgence, pour parler « d'un outrepassement de consentement » ayant eu lieu à la Bonne Poire. Depuis des jours, nous parlions du consentement (nécessaire) des habitant-es pour la prise des décisions concernant leur lieu de vie.

Quelques jours plus tôt, les moindres détails de la situation personnelle de Chicorée avaient été jetés en pâture sur les canaux de discussion du collectif. Ce soudain souci de confidentialité interroge Eucalyptus et Sauge, profondément en colère contre les agissements du reste du collectif. Chacune de leur côté, elles ne

comprennent pas ce intitulé évasif, pensant que cet "outrepassement de consentement" concerne encore ces mêmes histoires de vol ou bien d'une nouvelle manipulation ayant eu lieu.

Sauge demande s'il est possible d'avoir plus de précisions sur la situation. On lui répond qu'il n'est pas nécessaire de développer puisque le sujet est trop grave et que l'intitulé se suffisait à lui-même. Eucalyptus pète un câble sur la discussion en disant que c'est inadmissible que tout à coup une réunion puisse être convoquée dans l'urgence pour un motif non précisé, alors que le collectif est en crise grave et que personne ne voulait se réunir pour la résoudre. Dans sa rage, elle ne prête aucune attention à Tournesol qui poste un message vocal, signalant qu'il s'agit d'un dépassement de consentement *physique*.

C'est alors qu'Eucalyptus apprend, via Cactus, qu'Acacia a agressé sexuellement Tournesol à la Bonne Poire. Cependant, cette dernière, ne souhaite pas que son identité soit divulguée. Pour respecter cette demande, Eucalyptus demande qu'on transmette un message à Tournesol pour lui dire qu'elle est choquée et désolée d'apprendre cette agression, et qu'elle regrette de s'être énervée sur tous les problèmes du squat dans ce contexte. Selon toute probabilité, Tournesol aurait reçu ce message. Pour autant, pour des raisons inconnues, elle va choisir de le taire et demander ensuite des comptes.

QUELLE JUSTICE ?

Il faut évoquer des éléments importants lorsque l'on veut faire de la justice transformatrice dans les milieux féministes et queers. Tout d'abord, il faut signaler un élément positif : la démarche de soutien et d'écoute immédiates des personnes à qui Tournesol a choisi de se confier, car c'est loin d'être toujours le cas dans les milieux militants. À sa demande, ce sont ces personnes de confiance, ainsi qu'une personne extérieure au collectif de gérer, qui ont mis en place une médiation avec la personne agresseuse. Tout a donc été géré en amont et il s'agit pour ce groupe d'informer La Bonne Poire de ce qui a été décidé.

Lors de la réunion d'urgence, dès le départ, les personnes ayant pris part à la médiation annoncent aux habitantes migrantes du squat que cette réunion est facultative pour elles, que cela ne les "concerne" pas (pourtant elles sont tout autant que les autres militant-es, premières concernées par les violences sexuelles). L'une d'elles, alarmée et concernée par les problèmes de plus en plus énormes dans le squat, choisit de prendre quand même part aux discussions.

À l'invitation du groupe de médiation, la réunion s'ouvre avec la personne ayant commis l'agression, Acacia, qui lit un texte au collectif. Celui-ci revient à peine sur ce qui s'est passé : il ne qualifie ni ne nomme les faits. Il évoque les réparations demandées par la victime (qui ont déjà été actées) : Acacia devra s'auto-exclure de La Bonne Poire et de tous les espaces militants et/ou collectifs fréquentés par Tournesol, ainsi que de tous les événements où cette dernière serait susceptible de se trouver. Enfin, elle s'engage à respecter le processus de

réparation et à se former sur les questions de consentement. Une fois le texte lu, elle quitte la réunion.

On se rend donc compte que la médiation a déjà eu lieu, toutes les décisions ont déjà été prises, et qu'on vient juste nous en informer. Mais l'événement est arrivé au squat. Aussi la gestion de ces violences ne devraient-elles pas être discutées avec le collectif ?

Que la personne agressée choisisse des personnes de confiance extérieures pour faire la médiation est tout à fait compréhensible. Par contre, que le collectif soit totalement exclu des prises de décision et qu'aucune information sur l'agression sexuelle (que le groupe continue à nommer "consentement outrepassé" lors de la réunion), ne soit communiquée aux personnes qui vivent dans le lieu ou qui l'occupent, ce n'est pas acceptable. Surtout, dans toute gestion collective des violences, même si c'est souvent difficile et qu'en tant que personne ayant subi l'agression, c'est ultra difficile de trouver les mots, il est nécessaire de **qualifier clairement les faits**. Ainsi quand on parle "d'outrepassement de consentement", c'est vague. Cela peut faire référence à des situations totalement différentes les unes des autres : allant de pousser quelqu'un à donner un objet à force d'insistance, à embrasser la joue d'une personne sans lui demander, jusqu'à imposer une relation sexuelle à quelqu'un (le viol). **En fonction de la nature des faits, les réparations et les réponses données collectivement seront différentes.**

Lorsque l'agression a lieu dans un milieu queer et féministe et que la victime souhaite faire appel à une **gestion communautaire** plutôt que de porter plainte, il est primordial de faire appel à des outils comme ceux de la **justice transformatrice**, pour éviter des erreurs récurrentes. Car souvent, on agit sous le choc évident de l'agression et dans l'urgence, **au risque de reproduire des schémas punitifs et carcéraux**. En premier lieu, il faut écouter et prendre prioritairement en compte **le besoin essentiel de réparation de la personne ayant subi l'agression**. Ensuite, si nous souhaitons mettre en place une justice transformatrice et réparatrice, aux antipodes de la justice punitive pratiquée par le système hétérocapitalopatriarcal raciste, il est également important de tenir compte des oppressions systémiques dont souffrent à la fois la personne ayant subi l'agression et la personne agresseuse.

Pourquoi faut-il prendre en compte les oppressions systémiques (sans les mettre en concurrence) ? Parce que l'on remarque fréquemment dans les cas de gestion communautaire des violences, que les agresseur-euses cisgenres bénéficient davantage du soutien de la communauté. Ainsi, il est très rare que des mecs cis het blancs soient exclus des milieux militants, parce que ce sont des personnes privilégiées bénéficiant souvent d'un fort capital social. Les personnes trans, en revanche, sont facilement *bannies* des seuls espaces qu'ils peuvent fréquenter, et qui leur sont donc *vitaux*. Or, **le bannissement ne doit pas être pris à la légère** : cela peut constituer une véritable mort sociale pour des personnes déjà

isolées.

Ceci étant dit, le besoin de Tournesol de ne plus être mise en présence de la personne qui l'a agressée est légitime. La réparation de l'agression est primordiale. Si l'agresseur-se refuse de reconnaître les faits ou de réparer ce qu'il a commis, l'exclusion (temporaire, cadrée et circonscrite) peut s'avérer impérative. D'autant qu'une personne peut récidiver si elle n'entame pas un profond travail de remise en question. Dans le cas présent, l'agresseur-se a immédiatement reconnu les faits et a accepté toutes les demandes de Tournesol.

Il reste que l'exclusion totale et illimitée dans le temps d'une personne trans de notre communauté queer et féministe comme premier recours, la solution la plus facile en soi, nous a beaucoup posé question. Cela entraine en contradiction avec les idées anarcho-féministes anti-carcérales que revendique le collectif. Un **partage des espaces** soigneusement pensé, laissant certains espaces de sociabilité et de lutte à la personne ayant commis l'agression, semblait plus juste. Rappelons-nous encore et toujours que **la punition n'est pas la justice**.

QUELS ESPACES "SAFE" ?

Une bonne partie des Bonnes Poires sont donc placées devant le fait accompli de cette gestion de l'agression sexuelle. Lors de cette réunion très tendue, Sauge, meuf trans, se sent obligée de s'excuser platement et à moult reprises d'avoir osé demander plus d'informations sur les faits. S'ensuit un acharnement sur Eucalyptus, absente à cette réunion, pour les propos qu'elle a tenu sur la conversation virtuelle. Elle est alors montrée du doigt comme une anti-féministe, une alliée accablement décevante. Toute personne qui a tenté de défendre Eucalyptus ce jour-là s'est vue remettre également à sa place et a été considérée comme une autre personne « problématique » et pas « safe ».

Cette volonté absolue de créer des espaces « safe » dénués de conflits et d'agressions montrait une absence de réflexion et beaucoup de confusion. La réalité est évidemment plus complexe : il y a des agresseur-ses dans tous les espaces, et plein de personnes sont à la fois autrices et survivantes de violences.

De plus, en hétéropatriarcat, la grande majorité des femmes et des personnes queers ont subi des viols et des agressions sexuelles. C'est aussi le cas à La Bonne Poire, où la majorité des personnes ont vécu des traumatismes graves. Il est donc absurde d'ériger une personne en victime à défendre ou à sauver. De la même façon qu'il s'agit d'une erreur que d'essentialiser les femmes, queers, racisées, etc., la condition de victime d'agression sexuelle n'exempte pas d'être en conflits politiques, ni n'accorde une légitimité absolue à qui que ce soit. Pourtant, l'agression de Tournesol va être utilisée par Pissenlit et Marguerite pour imposer à chacun-e de se positionner : soit avec les "méchantes" féministes, "pro-agressions" parce qu'elles demandent des comptes, soit avec elles, les gentilles féministes "safe". La gravité de la situation nous avait

apparemment plongé dans un monde binaire et fait oublier toutes les réalités politiques liées aux violences sexuelles.

SCISSION

La réunion qui suivit marqua la scission nette et franche du collectif. Une partie du collectif, composée majoritairement de personnes anarchaféministes, décide d'aller au clash, de percer l'abcès et de mettre tous les problèmes sur la table. Au début de la réunion collective suivante, elles mettent cette discussion en point prioritaire, reprenant méthodiquement la charte du lieu, en critiquant point par point les pratiques qui avaient trahi ses principes. Sans que leurs noms soient cités, les personnes concernées par ces reproches ont préféré rapidement quitter la réunion en gros clash au bout de quelques minutes plutôt que de nous écouter et de discuter.

Finalement, au lieu d'une discussion politique, c'est une division "affinitaire" qui se produit. Ceux qui partent ne partagent pas forcément toutes les mêmes positions, mais ils choisissent de suivre leurs ami-es, colocataires, amoureuses. Elles quittent alors la conversation virtuelle ce soir-là et envoient plus tard des lettres de démission.

Au vu des événements des semaines précédentes, il n'y a de toute façon plus aucune confiance entre nous. Ceux qui restent prennent acte de la rupture. Nous revenons alors aux principes de fonctionnement de départ en se débarrassant définitivement (on l'espère !) des postures de bénévoles-sauveuses.

Difficile, cette scission aura des conséquences importantes sur les mois à venir, puisque celles qui sont parties vont ensuite faire pression sur le lieu pour l'isoler et obtenir des "réparations" du "préjudice" subi. Malgré ça, après des mois de conflits internes et de manœuvres dissimulées, nous nous sentons comme libéré-es d'un véritable poison quotidien, on se rapproche toutes, la joie revient au quotidien et de nouvelles envies avec.

DEPART D'ARGOUSIER

Après le départ d'une partie des militantes, nous formulons collectivement la nécessité de trouver une autre solution d'hébergement pour Argousier, qui avait déjà évoqué son désir de partir de la Bonne Poire. Dans l'ambiance pourrie qui prévalait les derniers temps, la famille d'Argousier, en plus des conflits liés au ménage, n'est pas dans une attitude de coopération ni d'entraide collective. Les anarchaféministes demandent souvent de l'aide aux libérales de gauche, qui s'en lavent les mains voire instrumentalisent la situation (*voir plus haut*). Les conflits avec la famille vont se multiplier autour d'autres questions – notamment une question importante qui met en danger le lieu et les autres habitantes et nous fera péter les plombs : la sécurité. Les adolescent-es oublient quasi-systématiquement de fermer la porte du squat à clés ainsi que les fenêtres. Panais, un ado, laissera même entrer une **meuf** inconnue dans le squat (faut

croire qu'il avait l'habitude de voir débarquer des nouvelles « bénévoles » sans être prévenu) et déambuler dans le lieu ! Par chance ce n'était ni l'huissier-e ni un-e keuf...

La famille désire faire sa vie de son côté, sans contribuer aux règles de vie collective, mais en profitant des ressources collectives (espaces, récup', matos). Lors des conflits avec les autres habitant-es, il va se produire des comportements irrespectueux récurrents (accusations de mensonge systématiques quand quelqu'un dénonce un comportement, accusations portées sur d'autres habitantes quand une connerie est faite, narguer les membres du collectif en disant qu'il n'y aura aucune conséquence au bafouement des règles collectives). Cela instaure un climat d'individualisme, sans doute accentué par le manque d'échanges qui était (partiellement) dû au problème de la langue (même si nous utilisions des traducteurs automatiques).

Ayant compris les failles de l'autogestion et du collectif, Argousier et les ados s'approprient les « meilleurs morceaux », privatisent les objets collectifs, au détriment d'autres femmes et enfants disposant de moins de moyens voire d'aucun. Les conflits avec d'autres habitantes, notamment celles fraîchement arrivées, sont quotidiens et intolérables, jusqu'à ce qu'Argousier pousse l'une des habitantes pour l'empêcher de prendre un meuble collectif. Nos multiples tentatives d'accords entre les besoins de la famille et les principes du lieu avaient échoué.

En plein clash du collectif, le conflit de longue haleine avec Argousier explose également. Nous sommes démuni-es et épuisés-es, en colère. Ce n'est pas le meilleur moment pour discuter et, là encore, parce que nous ne parlons pas la même langue, la dispute n'est pas égalitaire. C'est comme un gros bouton plein de pus qui explose.

Cela fait longtemps déjà qu'Argousier, consciente que ça ne fonctionne pas, cherchait une autre solution de logement. Lors de la dispute, nous lui proposons de l'aider dans sa recherche et de trouver une solution alternative d'hébergement pérenne, dans le droit commun. On lui dit que rien ne presse, que tout le monde a conscience que cela prendra du temps et que tant qu'elle n'a pas de solution qui lui convienne, nous continuerons à cohabiter. Nous lui proposons diverses solutions (institutionnelles ou chez d'autres personnes). Mais c'est trop tard, le conflit a pourri depuis des mois et, de son côté aussi, Argousier a nourri du ressentiment contre le collectif. Bref, c'est encore plus tendu.

Un jour, l'une d'entre nous lui propose une solution de relogement. Argousier refuse et informe à ce moment le collectif qu'elle a en fait décidé de partir vivre dans un squat conventionné. Comme il n'y a pas encore de chambre libre, elle dit qu'elle aura une place en priorité en dormant sur place, dans un espace froid et insalubre (la cave) en attendant ! On avait déjà entendu parler de cette façon de procéder dans ce lieu, confronté à un nombre énorme de demandes, qui s'est

donc retrouvé à héberger des personnes en galère dans le couloir ou dans le hall en attendant que d'autres partent.

Tour à tour, on va voir Argousier pour lui faire part de notre inquiétude. On avait déjà passé des mois avec elle, on n'était pas à des semaines ou à des mois près, y avait pas urgence ! Nous ne sommes pas du tout rassuré-es à l'annonce de leur départ dans un tel contexte. On partage les informations qu'on a avec la famille, rappelant à de nombreuses reprises que si la solution n'est pas sécurisante et pérenne pour eux, ils n'ont pas à partir précipitamment, alors qu'ils pourraient prétendre à un logement dans le droit commun. Peine perdue. Argousier est une personne fière et intraitable, elle a pas digéré notre dernier clash, ce qui se comprend obviously. Elle ne veut plus avoir affaire aux Bonnes Poires, on est des "menteur-ses" et "des racistes". On est totalement opposé-es, la discussion est un cul de sac.

C'est le point final de mois de tentatives de cohabitation, de compromis, de négociations de terrains d'entente et de partages réciproques. Bref, on n'arrive pas à s'organiser ensemble, c'est tellement dommage mais c'est comme ça.

Son départ du squat est mis en scène par les anciennes membres du collectif, qui viennent cette fois-ci de manière spectaculaire, en nombre, avec des véhicules (quand d'autres habitantes ne méritaient pas une telle aide semble-t-il...). Apparemment ce sont elles, les "sauveuses", qui lui ont proposé cette "solution" vraiment géniale. Au final, Argousier est responsable de ses choix, ce n'est pas une victime, elle décide et privilégie toujours son autonomie. Cependant cela prendra plus de temps que prévu pour qu'une chambre se libère, les quelques jours escomptés deviendront plutôt des semaines dans des conditions vraiment pourraves.

Les sauveuses vont utiliser cette situation merdique, en disant que c'est de la faute des Bonnes Poires qui restent (elles, en revanche, sont les "gentilles" bien sûr, elles oublient fort avantageusement leur participation aux différents conflits durant les mois de cohabitation).

Comme au zoo, les sauveuses organisent carrément des visites dans la cave où dorment Argousier et ses enfants, pour convaincre des militant-es de Bourgetown de la grande méchanceté des "radicales" de la Bonne Poire. Argousier affirmera même avoir été mise à la rue. De notre côté, nous conservons la certitude que nous ne pouvons nous organiser et habiter avec ceux qui ne veulent pas s'organiser avec nous. Là encore, on a pas pour mission de sauver toutes les galérien-nes de Bourgetown.

EXCLUSIONS ET HARCELEMENTS ou LA POLITIQUE DU CALL-OUT

Un jour, Courgette, qui n'avait pas assisté aux dernières réunions, nous informe qu'elle veut récupérer quelques affaires à la Bonne Poire. Nous lui ouvrons la porte. Puis nous vaquons à nos occupations. Alors, des anciennes entrent pour

l'aider, ainsi que des associatives non membres du collectif.

Quand on engage la discussion, ces dernières nous accusent d'être « politiquement problématiques » et ne souhaitent plus « travailler avec nous ». Les faits reprochés sont plutôt vagues. On nous parle de positionnement problématique sur un groupe de discussion concernant un viol (même si ce n'est pas précisé, cela vise logiquement Eucalyptus et Sauge, *voir plus haut*). Nous apprenons alors par la même occasion que ce qui avait été nommé « outrepassement de consentement » était en réalité un viol ! Aussi, ces personnes nous accusent d'avoir mis Argousier à la porte. La preuve : elle est dans une cave. Par contre Chicorée, qui a dû partir dans des circonstances intolérables, est complètement oubliée de l'histoire... Tiens, tiens... Même si c'est très gros, les anciennes membres du collectif, cachées à l'entrée, n'interviendront pas.

Pourquoi se justifier face à des personnes qui ne font pas partie du collectif et qui ne sont pas de notre bord politique ? Comment se défendre quand on est déjà condamné-es, sans en dire trop ? Ce sera le début d'une cabale contre la Bonne Poire.

Dans les milieux militants, notamment féministe et queer, il se développe depuis quelques années une gestion très nocive des conflits et des violences. Au lieu de se responsabiliser collectivement et de mettre en place une justice transformatrice, les militant-es se rassemblent en clans affinitaires plutôt que de mener une réflexion, en bashant publiquement et en menant des vengeances. Après la scission, les punitions commencent : plusieurs membres du collectif de La Bonne Poire restant ont été exclu-es d'espaces ou de collectifs féministes et queers. Des manifestations sont également organisées en excluant volontairement de l'organisation les Bonnes Paires qui étaient impliquées jusque-là. Les ami-es commun-es sont pris-es à partie individuellement, sommées de se "positionner" dans un conflit qui ne les concernent en rien et dont iels ne connaissent pas les circonstances. Nous commençons à comprendre que les sauveuses ont raconté tout ce qui se passe dans le squat et selon leurs propres termes, dans un but précis : nous isoler et nous faire payer leur auto-exclusion du collectif.

Puisque nous ne répondons pas aux agressions, alors les "sauveuses" tissent des récits, passant au niveau des ragots. Lorsque Tournesol croise par hasard Eucalyptus à vélo, celle-ci la remarque à peine. Plus tard Tournesol racontera qu'Eucalyptus l'aurait "empêchée de passer", c'est sûrement plus captivant. Elle raconte également que Cactus l'aurait attaqué lors d'une réunion, alors qu'il en est rien.

Plus problématique encore, les anciennes membres du collectif vont comparer Eucalyptus à un mec cishet blanc violeur et pédocriminel : Polanski. Plus tard, elles nous assimileront à des fachos. Bref, elles accumulent les points Godwin

pour recevoir plus de soutien, et ça marche plutôt bien apparemment.

Plus tard, les sauveuses vont aller jusqu'au bout de leur logique de travailleuses sociales : elles auraient effectué au squat un travail (qui mériterait salaire – même pas du bénévolat !). Cet « investissement » mérite selon elles une compensation matérielle et financière. Elles réclament également des matelas pour Argousier, qui pourtant dit ne pas en vouloir de notre part lorsque nous la contactons directement.

C'est intéressant de voir que ces mêmes sauveuses ayant été impliquées dans un autre squat masculiniste, pro-flic, où ont eu lieu des violences sexistes et du harcèlement n'ont jamais dénoncé publiquement ce squat, au contraire de la Bonne Poire, lieu ouvertement féministe, queer et antiraciste. Les féministes n'ont pas le droit à l'erreur. Et leurs vulnérabilités sont facilement exploitables. Enfin, les sauveuses sont allé-es pleurer auprès de collectifs militants de leur cercle proche. Ceux-ci dans une logique affinitaire et "clanique", sans aucun souci de justice transformatrice ou de médiation quelconque, n'ont pas fait l'effort de nous contacter, mais ont signé un courrier hallucinant, dans lequel les anciennes demandent carrément de l'argent à un squat pour payer les séances de psy de Tournesol (!!!) et indemniser à la fois Argousier et les ex "bénévoles".

CALL-OUT ET RÉPRESSION

Parler de ce qui fonctionne ou non dans nos modes d'organisation et d'actions politiques est important : pour nos retransmissions et évolutions. La parole est un acte fort politiquement, surtout dans une culture patriarcale et raciste du tabou. Par contre il semble évident et important de mesurer l'usage qu'on fait de cette parole.

En tant que militant-e-s anarchistes, nous engageons nos responsabilités et nos corps dans des batailles politiques. Nous refusons que d'anciennes camarades à l'ego froissé soient celles qui nous mettent en danger en divulguant des informations qui seront utilisées contre nous par la justice et la police. C'est une honte pour tout le mouvement social. Nous dénonçons la trahison pure et simple de nos valeurs en tant que squatteuses et militant-es dans un contexte où la violence d'État a déjà tous les droits. La solidarité dont bénéficie la Bonne Poire n'a jamais été un luxe, elle est vitale pour toutes celles qui y sont liées : les habitant-es, les militant-es, comme les personnes qui profitent de ce lieu accueillant, quelques heures ou quelques jours. Ce n'est pas parce qu'une poignée de mécontentes n'en profiteront plus que la Bonne Poire doit être exclue des luttes et espaces féministes.

On ne peut pas prétendre dénoncer (call-outer) un lieu précaire et illégal comme un squat, avec des personnes marginalisées (précaires, femmes, lesbiennes, trans, racisées, sans papiers) – même en milieu restreint – comme on dénonce une personnalité publique, un politicien, ou une institution. Les conséquences ne sont pas du tout les mêmes. Et un minimum de réflexion rendrait cela clair dans n'importe quel esprit (d'ailleurs, elles l'ont compris d'elles-mêmes puisqu'elles prétendent ne nous dénoncer qu'au « milieu féministe »). Nous dénonçons des gens de pouvoir qui échappent à la justice par l'omerta et le soutien des institutions. Pas ceux dont l'existence est déjà quotidiennement menacée. La déception personnelle et le ressenti sont sûrement réels, mais ils ne sont pas les bases d'une politique pour la justice.

Nous avons reçu des lettres de dénonciation publique, d'autres dans la boîte aux lettres agrémentées de menaces d'exclusion d'une partie du milieu féministe de Bourgetown. Dans ces lettres, on nous demande de l'argent pour « réparations », des excuses publiques. Qui prétend faire la justice ? Pour quels faits ? Pour qui ? Même la justice patriarcale accorde un droit de parole aux accusé-es avant de les juger. Nous ne sommes pas dans des démarches de justice, mais dans des manœuvres basses de vengeance qui ne servent que l'ego de quelques personnes.

En soi, le call out n'a qu'un seul objectif : **isoler**. Quand on choisit d'isoler les membres de notre propre communauté, avec des mensonges et une

instrumentalisation des faits, sans s'inclure soi-même dans la responsabilité collective qui peut être portée, c'est qu'on ne considère plus les call-outé-es comme des membres de notre communauté, plus comme nos adelphe-s. Alors elles ne mériteraient qu'une chose : la punition par l'exclusion. Ce qui va également contribuer à la réussite d'un call-out, c'est le manque de réaction du milieu militant. Généralement, lorsqu'il y a call-out, ce n'est pas le nombre de personnes qui y sont à l'origine qui compte mais le laisser-faire qui domine les milieux féministes et militants (source : Joreen, "Trashing : the dark side of sisterhood"). Les gens vont boycotter un lieu dit « problématique » sans jamais faire référence à des faits renseignés. Ces pratiques sont répandues. Elles marquent une certaine binarité et une impossibilité de remise en question collective. Nous serions alors dans un monde avec des valeurs morales claires dénué de complexité où il y a des gentilles et des méchantes. Nous avons dépassé ces explications simplistes. Il n'existe pas de héros ni d'héroïnes comme il n'y a pas de chef-fe. Nous ne croyons pas aux espaces « safe » ni aux individus politiquement « purs ». Cependant, nous voulons maintenir une certaine cohérence et définir clairement un but commun. Aussi, quand un projet foire, il est essentiel de reconnaître ses propres responsabilités.

LE LIBÉRALISME NOUS INTOXIQUE

Durant nos nombreuses discussions informelles avec nos anciennes camadares soc-dems, nous avons pu entendre que l'anticapitalisme et le féminisme étaient de belles théories enfermées dans des bâtiments universitaires. Il s'agit d'une méconnaissance flagrante de l'histoire des luttes et des pratiques politiques qui serait trop longue à détailler ici.

Nous nous sommes beaucoup interrogé-es sur nos mécanismes et ceux de nos anciennes camarades. Et nous avons reconnu une idéologie contre laquelle nous luttons : la logique néolibérale de la sauveuse. Nos milieux politiques sont envahis par un ennemi historique, de plus en plus virulent : le libéralisme. Plus exactement, ce sont les croyances qui ont infiltré nos sociétés, permettant au système économique (le capitalisme) de perdurer et de transformer les individus pour qu'ils conviennent au système. Au lieu de changer le système pour qu'il convienne mieux aux individus, qu'il leur permette de vivre, de partager et de cultiver la diversité, les individus sont sommés de s'adapter au système. Depuis la maternelle, nous sommes dans ces logiques : celles de la compétition entre individus, celles d'un marché global où tout - même nos émotions, notre performance de race ou notre genre - est devenu une marchandise !

Dans un système capitaliste ayant construit ses bases sur des idéologies racistes, coloniales et patriarcales, les luttes sociales (et plus spécifiquement pour le soutien des personnes migrantes) se retrouvent gangrénées par du travail social, des pratiques humanitaires, de la gestion de masses, d'individus, sans aucune possibilité émancipatrice. Sauver, c'est d'abord sauver le système établi, tuer les révoltes et les autres possibles en volant l'autonomie des

personnes.

C'est le même système qui va obliger les gens à être productifs, ou à « servir à quelque-chose », tout en nous empêchant de rêver, de flâner, de nous reposer ou d'imaginer un autre monde.

C'est cette idéologie qui va mettre les groupes d'individus en compétition : les racisé-e-s contre les féministes, par exemple. Nourrissant des échelles entre les oppressions et la course à qui en additionnera un maximum.

Ce sont ces valeurs qui veulent nous forcer à entretenir un squat rentable, à entasser des gens, faire du chiffre, à juger les individus pour savoir qui mérite un logement et qui ne colle pas à l'image d'une bonne précaire. Sans jamais prendre en compte quelles sont les ressources des personnes et les besoins qu'elles expriment. On a pu aussi entendre des éléments de langage renvoyant au monde associatif, lui-même s'inspirant du marketing (et marketing associatif / social) comme « public cible » ou "bénéficiaires" pour parler de personnes que l'on peut accueillir dans le lieu. En marketing, le terme "public cible" renvoie aux caractéristiques principales des consommateurs d'un produit donné.

Le libéralisme ne détruit pas les rapports de pouvoir, puisqu'il vogue dessus. Il faut une hiérarchie entre les individus pour pouvoir les exploiter, comme on exploite la nature et les animaux considérés comme inférieurs. Le projet capitaliste conditionne les femmes racisées et migrantes à accepter des jobs précaires et sous-payés et des positions sociales subalternes en leur faisant croire qu'il s'agit de bienfaits dans un processus d'intégration normal. Par exemple, pour que les femmes blanches puissent travailler et remplir les rôles que leur position sociale exige (ménage, enfants, soin des personnes âgées ou handicapée, soin du mari et du foyer), la modernité capitaliste exige que d'autres femmes (pauvres, racisées et/ou exilées) puissent travailler presque gratuitement pour elles (*source Sara R. FARRIS, Au nom des droits des femmes ? Fémonationalisme et néolibéralisme*).

Ce n'est jamais purement altruiste de proposer un job de soin en échange d'une maigre rétribution non déclarée. Cela détruit l'autonomie des individu-e et la solidarité entre femmes. Même si un salaire régulier est une aide matérielle précieuse pour les femmes, le travail dans l'économie capitaliste ne libère pas. Et encore moins quand il est sous-payé et conditionné à une performance de bonne pauvre travailleuse. Dans la pratique, les abus sont nombreux (chantage, harcèlement sexuel, maltraitements etc). Et lorsque des femmes se retrouvent opprimées et domestiquées par d'autres femmes, cela sape la solidarité féministe.

Le capitalisme tente toujours de nous rendre complice de l'exploitation qu'il met en place pour soit-disant « nous libérer ». Pour le système capitaliste, intégrer des femmes racisées dans le monde du travail permet de garder le marché du

travail en tension et profite toujours aux plus puissants. Le secteur du travail domestique ne peut pas être remplacé par les machines, ni délocalisé, aussi l'État ne veut prendre en charge les métiers du « care ». L'économie capitaliste s'arrange des nombreuses femmes migrantes prêtes à travailler à bas salaire, sans droit ni statut.

Cette question nous semble essentielle dans un mouvement comme le nôtre où cette question du travail et de l'autonomie des personnes précaires est omniprésente.

Les travailleuses sociales et les sauveuses doivent s'interroger sur leur participation à l'exploitation des femmes quand elles poussent à « l'intégration » des migrantes dans la sphère reproductive (soin, travail social et éducation). Ce secteur valorise certaines compétences que les femmes migrantes sont sensées avoir : être à l'écoute, être présente sans déranger, travailler dur sans broncher etc. Ironiquement, on dit à ces femmes que l'émancipation viendrait en travaillant ! Pour les femmes pauvres et/ou racisé-e-s, qui ont toujours travaillé, ce discours est réservé aux femmes blanches bourgeoises persuadées de faire "une bonne action". Et sans même se soucier que les femmes migrantes ont d'autres compétences : elles connaissent plusieurs langues, ont appris des métiers autres, peuvent se former, ou simplement ne peuvent pas ou ne veulent pas travailler. Les sauveuses doivent s'interroger sur leur besoin vital d'intégrer d'autres femmes dans la nation et dans le capitalisme par le travail. L'idéologie libérale nous force à croire que le travail apporte plus de richesse et de liberté. Il en apporte oui, aux riches, pas à nous.

Pour nous squatter, cracher sur la propriété privée fait aussi partie du combat. Et non, un squat n'a pas à être plein à craquer et à s'apparenter à un hébergement social de masse pour justifier son existence ! Pourtant c'est ce qui ressort beaucoup à Bourgetown, dans une conception classiste, libérale et nationaliste de l'intégration et de l'ascension sociale : le squat serait le plus bas niveau de logement, immoral (car c'est du vol, et ouloulouh c'est mal) et crade (et donc réservé aux classes sociales les plus pauvres, précaires et vulnérables, comptant les personnes sans paps). Si un squat peut être beaucoup de choses, il en reste fondamentalement politique. Nous ne pouvons pas nous résoudre à en faire une opportunité à bas coût pour nous saucer socialement (personnellement ou collectivement d'ailleurs), pour faire du contrôle social ou de la gestion de masse, et y prolonger les pratiques intégrationnistes et libérales, coloniales, racistes et patriarcales d'un système capitaliste qu'on dégueule.

Nous sommes toustes intoxiqué-es par cette culture libérale à des niveaux différents. Nos luttes consistent aussi à trouver des alternatives et des failles à ce système qui veut nous contrôler et nous ranger dans des cases où nous crevons. Si nos allié-es vont dans le sens du système, de l'État et de ses institutions, ce ne sont plus nos allié-es.

En tant qu'anarchistes, nous cherchons la liberté, pas celle d'un petit groupe d'individus qui en exploite d'autres, mais celle d'un maximum de personnes. Nous pensons que la solidarité et la mutualisation des ressources est plus intéressante que de s'intégrer dans un système qui est en phase de pourrissement et de mort. Nous ne voulons pas vendre un peu de liberté pour plus de sécurité. Car ce choix est un leurre.

En tant qu'anarchiste nous savons que tout cela demande beaucoup d'implication, de temps, de discussions, de moments de réflexion, d'apprentissage et de pratique. Un lieu qui est transparent dans son fonctionnement, un lieu où le conflit peut être utilisé pour la libération. Nous ne pouvons demeurer tiraillé-es entre libéralisme et anarchisme. Notre positionnement est clair. Le libéralisme a assez de tenants pour que nous lui cédions un centimètre carré de notre espace. C'est dans ce sens que notre lutte est radicale.

L'IMPOSSIBLE ALLIANCE ENTRE MODÉRÉS ET RADICAUX

Lutter fait du bien au moral. Être dans le caritatif c'est valorisant socialement. Certain-es cherchaient (sans doute inconsciemment) de la gratification dans leur engagement à la Bonne Poire. Et les anarcha-féministes sont des sorcières ingrates, c'est bien connu ! Le sentiment de faire dans le "caritatif" peut paraître inoffensif ou anodin, mais cela n'a rien à voir avec la transformation de la société. Considérer qu'on fait œuvre charitable sans se remettre en question, en pensant que l'acte du don se suffit en lui-même c'est considérer qu'il est normal d'avoir une société de classes et qu'en tant que privilégié-e, il suffit d'être généreuse pour contrebalancer les inégalités. En tant qu'anarchiste, nous nourrissons le rêve fou d'une société sans classe et avec une égalité effective.

Une des raisons pour lesquelles nous avons continué avec des personnes visiblement pas du même bord politique, est l'idée (utopique ?) que des personnes d'horizons différents pouvaient s'allier dans un même but. En plus de s'adapter au contexte peu radical, nous voulions expérimenter la diversité des stratégies en mettant en commun des pratiques et des ressources (matérielles et relationnelles). Nous l'avons testé pour vous et nous ne pouvons pas vous recommander une telle balle dans le pied !

Cette stratégie aurait dû se contenter d'être une tactique ponctuelle. En tant que telle, elle s'est avérée efficace à plusieurs reprises, surtout lorsqu'il s'agit de s'unir contre une menace extérieure forte comme celle de l'État et de sa police. Comme lors de manifestation, le besoin de se solidariser est plus fort que les dissensions politiques. Face à la menace extérieure, qu'il s'agisse de poulagas ou de fafs, le groupe se ressoudait instantanément pour sécuriser et protéger le lieu. Dans ces moments-là, on se disait qu'il y avait quand même du gros potentiel, qu'on tenait toustes à notre Bonne Poire et que les embrouilles allaient se résoudre.

Par contre, avoir un collectif – avec certes un but commun – mais des gens qui sont foncièrement contre les radicaux, leurs idées comme leurs méthodes, est la porte ouverte au sabotage interne intense ! Il ne s'agit pas d'un manque de connaissance, mais d'un positionnement conscient et ferme. Dans cet espace où nous devions prendre des décisions ensemble, cela a été un échec. De plus, par la suite, les manœuvres de dénonciation et de mise en danger du lieu et de ses habitant-es ainsi que des militant-es qui y sont lié-es nous confirme qu'il s'agit d'une erreur encore plus importante.

Nous pouvons être des alliés tactiques à certains moments, mais nous n'avons pas les mêmes pratiques, pas le même horizon, pas le même vocabulaire, pas les

mêmes objectifs politiques. Il est dès lors - en tant qu'anarchistes - impossible d'ouvrir un squat avec des soc-dems, au risque d'y perdre à la fois sa santé mentale et son squat. La rupture était inévitable et d'un grand soulagement. Nous aurions pu maintenir des relations respectueuses comme nous le faisons avec bon nombre de personnes avec qui nous ne sommes pas d'accord politiquement, encore faudrait-il avoir un fonctionnement mature et sain.

Nous sommes heureuses d'avoir retrouvé une cohérence et une bonne ambiance dans le collectif. Bien que nous soyons aujourd'hui isolé-es d'une partie du milieu militant, nous avons résisté à la récupération du lieu et cela est déjà une victoire pour nous. Nous faisons partie du paysage politique et nous ne partirons pas.

Toutest radicales que nous sommes, nous admettons que les libérales de gauche et les sociales-démocrates existent, quelque part (loin de nous !) et qu'elles ont leur rôle à jouer dans la création d'un autre monde. Mais elles doivent comprendre que nous ne luttons pas pour des miettes, des réformes ou la bonne conscience. De là où nous parlons, ce n'est absolument pas notre rôle, et cette société a toujours eu besoin d'éléments radicaux pour faire bouger les lignes, même parmi les institutions. On ne balaie pas des siècles de luttes anticapitalistes, anticolonialistes et antipatriarcales en un revers de main. La combinaison de ces luttes est vertigineuse et politiquement complexe. Elle exige de transformer tous nos rapports sociaux, souvent au prix de clash, de larmes et de colère ; mais tout aussi souvent dans le rire, la joie et la puissance. Pour nous, elle nécessite d'être radical-e et ne peut se contenter d'un militantisme dominical et de la satisfaction des egos des un-es et des autres pour avancer.

Un autre élément important est l'idée que partager les mêmes oppressions suffirait à rassembler des individus dans une lutte. Subir le racisme ne rend pas automatiquement, par essence, conscient-e de ce système ni ne nous infuse magiquement de l'histoire de cette lutte. Les mots qui sortent de la bouche de personnes racisées ne sont pas tous des mots antiracistes. Comme toutes les décisions prises par des femmes ne sont pas forcément féministes. Ne soyons pas crédules. Les façons de lutter contre le racisme sont nombreuses et beaucoup ont été détournées, déradicalisées, intégrées dans le capitalisme et utilisées par des Blanc-hes. Car c'est ce que font les Blanc-hes : iels nous utilisent. L'idéologie de l'antiracisme libéral permet aux Blanc-he-s d'utiliser des porte-paroles racisés pour tenir des discours profondément racistes ("je peux pas être raciste, j'ai une amie racisée" ou encore "je ne vois pas les couleurs, je suis humaniste et gentille"). Nique les gentil-les. Ce sont les pires ! L'actualité sur l'islamophobie en France pullule de tels exemples de racisé-es porté.e.s en étendard pour justifier son non-racisme.

À l'inverse, l'antiracisme politique interroge, pose des questions, prend position, se met en danger face à l'État et dans des positions inconfortables. Il veut un engagement anticapitaliste. De fait, il est intrinsèquement lié aux luttes

anarchistes. Nos luttes et nos vies dans ce mouvement ont été maintes fois effacées, même par nos camarades.

Même si nos positions sociales sont censées nous rassembler parce que nous luttons contre les mêmes oppressions, cela nécessite un travail politique de conscientisation, de savoir comment on veut lutter, à quel endroit, et avec qui. Ce n'est pas parce que plusieurs personnes sont catégorisées femmes qu'elles vont vibrer en symbiose en partageant le même espace. Il n'y a pas un équilibre chimique naturel qui prendrait le dessus. Nous baignons dans une culture patriarcale qui influence nos relations depuis toujours. **S'il n'y a pas de remise en question individuelle et de volonté d'autoformation, l'organisation politique est impossible.**

Même si à Bourgetown, le milieu anarchiste est – comme dans bien d'autres endroits – marginalisé, cela ne nous empêchera pas de revendiquer les idées et politiques d'un anarchisme féministe, queer et antiraciste. Nous tentons d'agir en cohérence avec cette ligne politique, pas celle que la masse socio-démocrate veut nous imposer.

Nous avons, depuis le début, été dans la pédagogie de ces pratiques, nous avons avancé le visage découvert parmi nos adelphe.s. Ce n'était pas le cas en face.

Dans l'histoire des luttes collectives, et celles dans lesquelles nous nous sommes engagé-es individuellement, nous savons que les rapports de pouvoir nous desservent. Dans les conflits, les espaces reviennent toujours aux plus privilégié-es. Dans notre histoire, ça n'a pas été le cas. Et nous espérons être soutenu-es par d'autres anarchistes autant que par d'autres qui ne se disent pas anarchistes mais œuvrent pour la justice sociale et contre les oppressions de sexe, de race et de classe. À l'intérieur des murs de la Bonne Poire ou à l'extérieur, nous ne partirons pas, nous sommes partout, nous sommes ingouvernables et nous résistons.

LEXIQUE

AUTOGESTION - L'organisation "par et pour"

Pour nous, l'autogestion, c'est le fait de s'organiser collectivement, c'est-à-dire décider et exécuter, hors de tout rapport de hiérarchie. Cela suppose des pratiques concrètes bien loin de ce qu'on peut trouver au sein de la société capitaliste et libérale. Dans ce cas-là, en général, une poignée de personnes décide. C'est ce qui se passe de manière caricaturale dans les conseils d'administration des entreprises composées de personnes cumulant beaucoup de privilèges. Cela dit, c'est aussi le cas dans d'autres structures censées être "plus humaines" telles que des assos! A côté de ça, une majorité de personnes exécutent leurs décisions et ces personnes ont en général beaucoup moins de privilèges comme les employés d'une entreprise ou d'une asso. L'autogestion suppose une réelle implication de toutes les personnes du collectif à la fois dans les prises de décision et dans la mise en place des décisions prises. Cela suppose aussi une grande prise en compte des privilèges et des oppressions afin de ne pas retomber dans des pratiques organisationnelles oppressives. En effet, plus on cumule de privilèges, et plus on a pu avoir l'habitude dans nos vies d'être dans des instances (plus ou moins formelles) dirigeantes. Réciproquement, plus on cumule d'oppressions, moins on a été habitué.e à cela. Les personnes cumulant des privilèges ont donc une grande responsabilité dans le fait de ne pas en abuser et de laisser la place aux autres.

Principes de base :

- * **Les règles sont fixées par les personnes concernées.**
- * Principe opposé à l'autoritarisme
- * Suppression de la distinction entre dirigeant.e.s et dirigé.e.s
- * Recherche de **consensus**.
- * Tout est sujet à débat.
- * Il peut y avoir beaucoup de débats, des réunions, des autocritiques, des discussions à rallonge, qui prennent du temps
- * L'autogestion s'inscrit dans un **projet politique** de base : contre le système et l'idéologie capitaliste et ses fonctionnements sexistes et racistes.

ANARCHISME

L'anarchisme, ce n'est pas le désordre et le chaos, contrairement à ce que prétendent malhonnêtement la plupart des dictionnaires! L'anarchisme, c'est une théorie politique visant simplement la destruction de l'État et de tout rapport de hiérarchie et d'exploitation afin de se libérer individuellement et collectivement. Puisqu'il ne peut y avoir de liberté sans égalité, l'anarchisme se bat contre toutes les formes de domination ou oppressions systémiques (racisme, queerphobie, sexisme, classisme, âgisme, validisme, spécisme...)

L'anarchisme suppose des pratiques spécifiques telles que l'autogestion, l'auto-formation, la lutte pour l'autonomie et prône les actions contre le système capitaliste et l'État. L'anarchisme, c'est radical, c'est-à-dire que les anarchistes cherchent à comprendre les racines des problèmes de la société et à s'y attaquer directement. L'anarchisme, c'est s'attaquer aux causes plutôt qu'aux conséquences, à la différence des soc' dem (voir définition plus bas).

QUEER

Queer est un mot anglais signifiant "étrange, bizarre" utilisé pour désigner les personnes hors des normes de genre et de sexe que sont la cisidentité et l'hétérosexualité. Queer se réfère donc aux minorités de genre (trans, non binaire), aux lesbiennes, aux gays, aux bi, aux personnes intersexes etc... Iels ont récupéré ce terme à l'origine injurieux pour le porter désormais comme une fierté, une revendication. Dans la société patriarcale, ces personnes subissent des oppressions systémiques liées à leur genre et/ou leur orientation sexuelle. Cela va de l'invisibilisation au meurtre. Pour exemple, en écoutant les médias mainstream, on a l'impression que le monde ne se compose que de personnes cis het! Autre exemple: une femme trans a 1500 fois plus de risques d'être assassinée qu'une femme cis. Nous ne pouvons tolérer cet état de fait et c'est pourquoi le mouvement queer revendique une opposition claire au système normatif sexuel et genré ainsi qu'une lutte acharnée contre toutes les institutions et les personnes qui maintiennent le cis-hétéro-patriarcat !

ANTIRACISME

Racisme : système de domination des personnes blanches sur les personnes racisé-es.

Antiracisme politique : Lutte des premier-es concerné-es contre le racisme venant des différentes strates de la société et de l'État, lutte contre l'utilisation politique de la race comme outil de division, lutte contre les discriminations (violence policières, à l'emploi, au logement, dans le milieu médical, administratives etc) liées à la race : distinction biologique, ethnique ou culturelle entre les personnes. La race n'existe pas, mais le racisme est bien réel.

LIBERALISME

Idéologie du capitalisme qui repose sur le primat des libertés individuelles et de la propriété privée. Il donne la priorité à l'accomplissement de chacun-e dans l'appareil (re)productif. Selon cette croyance, si chaque individu est libre de se réaliser, la société dans son ensemble progresse et l'économie fleurit. L'enrichissement privé profiterait alors au développement de tous. Pour garantir cette liberté individuelle, l'État intervient pour assurer des droits (libertés, sécurité, ouverture du marché...), imposer des devoirs (travail, instruction, administration...), réprimer les déviances, fournir des infrastructures aux capitalistes et continuer la marchandisation du vivant. Le libéralisme s'appuie

sur un socle moraliste hérité des valeurs chrétiennes et des Lumières. Il s'agit d'entretenir une société de classes inégalitaire profitant aux bourgeois (privatisation, individualisme, compétition, droit d'entreprendre, travail, accumulation des richesses, etc). La société dans son ensemble est influencé par les idéaux de la classe dominante libérale.

EN MIXITÉ CHOISIE QUEER ET FEMMES CISHET PRÉCAIRES

L'espace social est organisé pour nous invisibiliser et nous ôter tout pouvoir. S'organiser en mixité choisie ce n'est pas éviter les problèmes, c'est en affronter de nouveaux. Ce mode d'organisation est une bulle d'air qui nous permet de nous renforcer entre nous et d'inventer d'autres possibles, d'autres types de relations. Notre énergie est mise ailleurs que dans la gestion des mecs cisgenres pour développer des solidarités entre nous, partager nos vécus entre personnes concernées. Et nous travaillons aux rapports de pouvoir qu'il peut y avoir entre femmes cishet et personnes queer, entre personnes blanches et racisées et entre personnes privilégiées et précaires. Mais encore faut-il que le travail soit effectué par toutes les personnes impliquées dans les rapports de pouvoir et les dominantes ont tendance à éviter l'écoute, la remise en question et les réparations. La mixité choisie (ou contrôlée) n'est pas une fin en soi, elle permet de créer des espaces où les rapports de pouvoir sont réfléchis et limités (mais ils ne sont pas absents car il n'existe pas d'espace "parfaitement safe"). Ce type d'organisation ne constitue pas une fin en soi mais un espace alternatif aux espaces hiérarchiques, où l'on gagne des forces.

SQUAT

Un squat est un lieu politique anarchiste ; le nôtre est anarcha-féministe, queer et antiraciste. Il exprime nos idées dans l'action, dont celle de rejeter la propriété privée afin de partager les ressources (temps, espaces, outils, connaissances etc.) librement. Nous voulons faire de la politique autrement que par les urnes ou les moyens étriés qui nous sont proposés. Nous ne pouvons pas laisser à la seule initiative des propriétaires le privilège d'expérimenter ou de laisser vivre des utopies, des zones d'autonomie.

SOCIALE-DEMOCRATIE

Le terme de sociale démocratie désigne la gauche modérée qui ne remet pas en question le système capitaliste libéral fondé sur le racisme, le colonialisme, le patriarcat... Donc être soc' dem', c'est être d'accord avec tous ces rapports de domination et d'exploitation, au fond. La politique, c'est pas que de la théorie mais c'est aussi des pratiques ! On peut se dire progressiste mais avoir des pratiques de merde quand il s'agit d'agir. Historiquement, les mouvements sociaux modérés et réformistes se sont toujours désolidarisés des mouvements radicaux révolutionnaires, voire les ont mis en danger. La sociale-démocratie est une réelle menace lorsqu'elle prétend s'allier avec les franges radicales pour leur sucer la moelle.

RESSOURCES

Brochures

Squatter est politique (brochure squatter c'est lutter)

<https://infokiosques.net/spip.php?article1250>

La tyrannie de l'absence de structure <https://infokiosques.net/spip.php?article2>

Brochure interface ou intersquat, une histoire de chartes

<https://infokiosques.net/spip.php?article66>

Les "espaces safe" nous font violence ?, https://infokiosques.net/lire.php?id_article=1533

Si vous pensez qu'ils doivent mourir... - Le village,

<https://zine-le-village.fr/numeros/le-village-1.pdf>

Joreen - Trashing : the dark side of sisterhood

<https://www.jofreeman.com/joreen/trashing.htm>

Paranormal Tabou

https://paranormaltabou.files.wordpress.com/2012/12/paranormal_tabou_imp_rimable.pdf

4 raisons pour lesquelles la culture du call-out marginalise les femmes trans (et nous cause à tous-tes du tort) – Trans Grrrls,

<https://transgrrrls.wordpress.com/2020/12/15/la-culture-du-call-out-rend-les-femmes-trans-vulnerables/>

Bouquins/articles

David Vercauteren, *Micropolitiques des groupes. Pour une écologie des pratiques collectives*, Amsterdam, 2018.

Jack Halberstam, « Tu me fais violence. La rhétorique néolibérale de la blessure, du danger et du traumatisme », *Vacarme*, n° 72, été 2015,

https://vacarme.org/article2766.html?fbclid=IwAR3kR2ukdVG8hUp0G_fOIldlg5OdeQZopnQKV8v8_6LMKcX52kYR6lDXXaI

Sarah Schulman, *La gentrification des esprits*, B42, 2018.

Sarah Schulman, *Le Conflit n'est pas une agression*, B42, 2020.

Starhawk

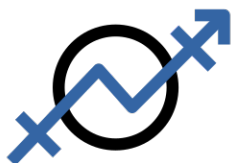
Shi-Shi Chi - La souffrance individuelle (et collective) est-elle un critère politique,

<http://revueperiode.net/definir-ma-propre-oppression-le-neoliberalisme-et-la-revendication-de-la-condition-de-victime/>

Vous pouvez nous contacter à l'adresse :

sauverousquatter@riseup.net

Nous pouvons vous envoyer un/des exemplaire.s à prix libre + frais de port par la poste !



Novembre - Janvier 2021

Cimer à Libreoffice, Riseup, framasoftware.org, infokiosques.net,
squat.net

Typo : Mixo et Minipax - velvetyne.fr

